



BIBLIOTHÈQUE CONTEMPORAINE

A. PEYRAT

LA RÉVOLUTION

ET

LE LIVRE DE M. QUINET



PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15
A LA LIBRAIRIE NOUVELLE
1866

LA

RÉVOLUTION

ET

LE LIVRE DE M. QUINET

CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

OUVRAGES

DE

A. PEYRAT

HISTOIRE ÉLÉMENTAIRE ET CRITIQUE DE JÉSUS. 3e édit. 1 vol. in-8°.

ÉTUDES HISTORIQUES ET RELIGIEUSES. 1 vol. grand in-18.

HISTOIRE ET RELIGION. 1 vol. grand in-18.

UN NOUVEAU DOGME. — HISTOIRE DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION. 1 vol. in-18.

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, RUE SAINT-BENOIT, 7.

LA

RÉVOLUTION

ET LE LIVRE DE M. QUINET

PAR

A. PEYRAT

Vos pères où sont-ils?

ZACHARIE, 1-5.



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1866

PRÉFACE.

L'histoire de la Révolution française est, de toutes les histoires, non-seulement la plus instructive, mais la plus attrayante; elle a donc très-naturellement fixé l'attention des esprits nés pour chercher les grandes instructions dans de grands événements. Rien n'est, en effet, plus digne d'être médité que cette histoire, et aucune étude ne demande

plus de réflexion et de jugement. Mais telle est la nature des questions soulevées par cette étude inépuisable, qu'elles se reproduisent toujours, neuves et entières, à mesure que les livres et les solutions se multiplient. Des écrivains fort distingués ont porté sur ce beau sujet les ressources et la force de leur esprit; cependant l'opinion publique, toujours avide de lumière sur les hommes et les choses de cette grande époque, a fait au livre de M. Quinet un accueil aussi empressé que si la nouveauté de la matière eût été jointe à l'éclat prévu de l'exécution. M. Quinet a-t-il justifié cet accueil si flatteur pour lui? Les articles où j'ai examiné son livre et que je réunis dans ce volume répondent à cette question.

Je donne ces articles tels qu'ils ont paru dans l'*Avenir national*, me bornant à supprimer quelques répétitions inévitables et inaperçues de l'auteur et du lecteur, dans des morceaux composés et lus séparément, mais qui seraient choquantes dans une composition et une lecture suivies. J'y ai ajouté deux chapitres, l'un, — le cinquième, — sur les résultats matériels de la Révolution; l'autre, intitulé *La guerre avec l'Angleterre*. J'ai dit que pour réfuter convenablement les deux volumes de M. Quinet, il faudrait en écrire dix. On aurait pu croire que c'était une formule banale et exagérée; j'ai voulu, par ce chapitre, prouver qu'elle était l'expression de la plus stricte vérité.

Comme toutes les histoires, l'histoire

de la Révolution peut être écrite de deux manières : l'historien peut se borner à la narration des événements, en y mêlant très-peu d'observations ; ou bien considérer tout simplement les faits comme un texte qu'il commente et développe pour en tirer tout ce que l'histoire offre de pensées, de résultats et de lumières à la politique, à la morale, à la philosophie.

De ces deux manières, M. Quinet a choisi la seconde. La première ne demande qu'un écrivain instruit, judicieux et d'une scrupuleuse exactitude. La seconde exige de plus hautes qualités, impose des devoirs plus difficiles. Il y faut un sens juste et profond, une raison supérieure qui découvre les rapports cachés, les mystérieuses liaisons des évé-

nements, toutes les causes qui, bien expliquées, sont pour le lecteur une source de jouissance et d'instruction. Mais alors, plus les devoirs de l'historien sont sévères et difficiles à remplir, plus les obstacles et les dangers se multiplient devant lui. Lorsque sa pensée, quittant les surfaces, passe du spectacle des faits à l'investigation des causes, plus il a d'imagination, et plus il rencontre de routes où il peut s'égarer; l'esprit de système lui tend mille piéges qu'un grand bon sens et un esprit très-ferme peuvent seuls éviter : M. Quinet n'en a évité aucun.

C'est comme penseur et comme philosophe qu'il a voulu juger la Révolution. Chez les vrais penseurs et les vrais philosophes, l'abondance des idées pro-

duit la concision du style, l'expression se resserre à mesure que les pensées s'étendent et se multiplent. Il ne paraît pas que M. Quinet ait visé à cette concision : il a développé en deux gros volumes ce que le génie de Montesquieu eût réduit à quelques pages, renfermé dans un très-petit livre; et ce développement donné à son sujet n'a pas, tant s'en faut, tourné au profit de la solution.

Puisqu'il voulait juger en philosophe les hommes et les choses de la Révolution, son devoir était bien simple et son travail tout tracé d'avance. Il devait indiquer les causes qui amenèrent la chute de la monarchie, prouver que la République, au moment où elle fut proclamée, était dans la force des choses, dans

celle de l'opinion, et que rien ne manquait, ni au dedans ni au dehors, pour en consolider l'établissement, lorsqu'elle périt par le crime des thermidoriens, par les intrigues des royalistes et par l'habileté avec laquelle les meneurs du coup d'État de Brumaire exploitèrent les alarmes et le mécontentement de quelques patriotes égarés, mais sincères.

Dans ce travail si attrayant pour un philosophe, M. Quinet n'aurait peut-être pas démêlé toujours la vérité, depuis si longtemps obscurcie par tant de passions et de préjugés, mais il y aurait réussi au moins sur les points essentiels ; il aurait, sans nul doute, fait un tableau brillant, consolateur, et, au temps où nous sommes, particulièrement instruc-

tif. Il a fait précisément le contraire : il a dénaturé les choses, outragé les hommes les plus purs, les plus dévoués, ceux qui ont rendu les plus grands services, et, en déclarant que la Révolution ne vaut pas ce qu'elle a coûté, porté sur elle le jugement le plus inouï, le plus insensé.

J'ai dit ce que je pense de son livre, qui pouvait être si utile et qui est si déplorable. Quelques personnes ont prétendu que j'aurais pu, en le critiquant, m'exprimer avec moins de vivacité. J'ai pensé, au contraire, et je pense encore que plus les intentions de l'auteur sont pures, que plus son caractère est honorable, plus ses erreurs peuvent être funestes, et par conséquent plus elles doivent être sévèrement réfutées. J'ai dû

oublier l'auteur et ne m'occuper que de la vérité.

Et ici, s'occuper de la vérité, c'était s'occuper des plus sérieux intérêts du parti démocratique. Ainsi qu'une personne humaine, un grand parti politique ne reste lui-même que par les souvenirs de ce qu'il a éprouvé et de ce qu'il a fait. L'identité permanente du parti démocratique implique donc, non-seulement la connaissance des événements à travers lesquels ils s'est formé, mais le respect des hommes qui ont accompli les plus grandes choses dont son histoire se compose. Calomnier ces hommes illustres, dénaturer leurs actes, briser la solidarité qui nous attache à eux, et que nous imposent la politique et la morale, c'est dissoudre le parti démocratique,

méconnaître les conditions de son existence, sa véritable raison d'être. L'indifférence, en pareil cas, serait une désertion, le silence une ingratitude.

J'ai donc, en attendant que je puisse faire un livre, accompli mon devoir, l'impérieux devoir du citoyen qui aime la Révolution et qui en connaît l'histoire, celui de la présenter sous son véritable jour, d'éclairer le labyrinthe d'erreurs où l'on veut égarer l'opinion publique, surprendre sa justice et lui faire prononcer sur les grands hommes indignement immolés, il y a soixante-douze ans, un jugement qui serait un second arrêt de proscription, plus impardonnable encore que le premier.

J'ai pris hautement la défense des Jacobins qui sont, comme l'histoire bien

faite le proclamera, un grand parti révolutionnaire et une grande école de gouvernement. J'ai défendu aussi la dictature exercée par le Comité de salut public : je l'ai défendue en fait et en théorie. En fait, j'ai prouvé qu'elle avait été imposée par les circonstances, qu'elle avait eu des résultats inespérés, qu'elle avait sauvé la Révolution. En théorie, j'ai invoqué les plus grandes autorités, les plus grands maîtres de la politique : Machiavel, Montesquieu, Rousseau, Royer-Collard. J'ai cité textuellement leur opinion basée sur une étude approfondie et sur les enseignements décisifs de l'histoire ancienne et moderne.

J'ai rappelé et je rappelle encore ces admirables paroles de Royer-Collard :

« Qu'il y ait pour les États des crises

plus fortes que les remèdes ordinaires, dont l'application serait impossible ou dangereuse; qu'à ces époques fatales, les gouvernements puissent et doivent s'élever au-dessus des lois, frapper, s'il en est besoin, ceux qu'elles épargnent, épargner ceux qu'elles frappent, séparer le fait du droit et la justice de ses formes; en un mot, chercher leurs motifs et leurs règles dans l'intérêt suprême du salut de l'État, dont alors ils sont uniquement responsables; c'est ce qu'on ne peut nier, après avoir lu l'histoire et assisté à la plus terrible de ses leçons, à moins qu'on ne prétende d'une manière générale et absolue qu'il est prescrit aux nations de descendre au tombeau plutôt que de s'écarter, un seul instant, d'aucun des principes, d'aucune des formes

établies dans d'autres temps, et pour un autre but. Les gouvernements ont sans doute abusé de ce droit terrible de négliger les lois quand le salut de l'État le commande ; mais on abuserait aussi contre eux, et avec bien plus de péril, de l'impuissance où ils seraient de l'exercer. »

Après avoir cité ce passage où la politique, le bon sens et l'expérience se formulent en un si beau langage, j'ai demandé si la Révolution, lorsque le Comité de salut public s'empara de la dictature, traversait une de ces crises où les gouvernements « doivent chercher leurs motifs et leurs règles dans l'intérêt suprême du salut de l'État, dont alors ils sont uniquement responsables. »

Il y avait là les éléments d'une dis-

cussion du plus haut intérêt et de la plus évidente utilité. On pouvait y apporter des lumières qui m'auraient éclairé et des raisons dont j'aurais fait mon profit; on a trouvé plus commode de m'appeler « doctrinaire de la Terreur. » Je n'avais pas besoin de cette réponse pour savoir qu'il est plus facile de donner des sobriquets que de bons arguments.

Il a pu paraître très-piquant à quelques soi-disant philosophes de faire de l'histoire de la Révolution une satire contre les principaux révolutionnaires : mais ce n'est pas avec de petits sophismes qu'on enlèvera à ces hommes illustres le rang si élevé qu'ils occupent dans l'histoire. On aura beau attaquer le pouvoir qu'ils ont exercé si laborieusement pour eux, si utilement pour nous, au-

cun esprit droit et sensé n'admettra jamais qu'ils aient pu nous léguer sans gloire ce que nous faisons gloire de posséder.

Quant au livre de M. Quinet, il a pu, pendant quelques jours, occuper l'attention publique, mais il passera sans laisser de traces. La nouveauté seule l'a soutenu un moment; dès qu'il n'aura plus cet appui passager, il tombera. Il est déjà à peu près oublié. Et, quoi que les défenseurs de ce livre déplorable aient pu dire de mes critiques, un sentiment qui m'est bien doux ne saurait m'être enlevé : j'aurai reçu les témoignages de sympathie et d'approbation de ceux dont l'approbation et la sympathie me sont le plus chères, j'aurai, encore une fois, rendu hommage à de

grands hommes calomniés, j'aurai donné une nouvelle preuve de mon attachement à la Révolution.

LA

RÉVOLUTION

ET

LE LIVRE DE M. QUINET

AVANT-PROPOS

Le livre de M. Quinet est une satire contre la Révolution, un réquisitoire violent contre les principaux révolutionnaires. Nous avons lu bien des ouvrages de tout genre et de toute provenance sur ce sujet inépuisable; aucun ne nous a plus profondément

blessé dans nos plus intimes sentiments. Si le livre de M. Quinet était d'un écrivain inconnu, il n'y aurait point à s'en émouvoir, et nous l'aurions laissé aller en paix où sont allés sans inconvénient tant d'autres mauvais livres sur le même sujet. Mais M. Quinet a une notoriété qui donne à son livre l'importance que ce livre n'a pas par lui-même, et alors ses erreurs inévitablement dangereuses veulent être réfutées. Cependant, et malgré l'engagement que nous avions pris, nous nous serions, très-probablement, décidé à n'en rien dire; mais nous voyons qu'on veut en faire un événement au profit de certaines doctrines et de certaines théories aussi fausses que dangereuses. Alors il n'y a plus à hésiter ; il faut s'expliquer, ne serait-ce que pour s'honorer en défendant une fois de plus les grandes

choses qu'on dénature et les hommes illustres que M. Quinet a si inconsidérément exposés aux outrages de nos ennemis communs.

Pour juger ce livre dans tous ses détails, et l'apprécier d'une manière complète, il faudrait faire le même travail et même un travail plus étendu. Il faudrait suivre M. Quinet pas à pas, vérifier toutes ses assertions, épier toutes ses erreurs, relever toutes ses injustices; en d'autres termes, pour réfuter deux volumes, il faudrait en écrire dix. Ce n'est pas là, bien entendu, ce que nous voulons faire. Nous nous bornerons à discuter l'idée fondamentale du livre, celle qui lui donne son caractère antiphilosophique, antihistorique, antirévolutionnaire. Nous nous attacherons seulement aux parties essentielles, à celles où M. Quinet

montre à la fois les égarements et les préventions de son esprit, ses aspirations les plus étranges et ses aperçus les plus erronés, tous les défauts incompatibles avec la clairvoyance et le sens droit d'un historien.

On verra alors que ce livre est un mélange singulier de préjugés, de passions aveugles et de prétentions philosophiques; un tableau quelquefois brillant, mais presque toujours infidèle, digne d'être rangé parmi les productions les plus inconsidérées et les plus dangereuses de notre temps. Nous voudrions en présenter une critique impartiale, faire une exacte séparation des vérités et des erreurs, mais ces erreurs sont si déplorables, nous sommes si étonné de les trouver sous la plume de M. Quinet, et nos adversaires peuvent en faire un tel

usage, que nous nous sentons incapable de les combattre sans une certaine vivacité.

Le premier défaut de ce livre, c'est de n'avoir ni ordre, ni plan, ni proportion; tout y est mêlé, confus, confondu, et le rhéteur s'y montre presque toujours à la place du philosophe et de l'historien. On y trouve des allures décisives, des idées générales qui ne s'appliquent pas plus à la Révolution française qu'aux révolutions de Rome et de la Grèce, des théories et des jugements sommaires, débités d'un ton de professeur, très-choquant en général, parce qu'il est très-déplacé.

M. Quinet prétend que « dès les premiers jours, la Révolution a montré ses pieds d'argile, » et, pour justifier cette inconcevable assertion, il a recours aux plus étranges rapprochements. Parce que

les chefs de la Révolution n'ont pas voulu supprimer le christianisme, démolir les églises et « dragonner les esprits » pour en extirper la religion catholique, M. Quinet les accuse d'avoir fait « une retraite précipitée jusqu'au cœur du moyen âge. » Ils ont, dit-il, renouvelé, par les piques et par la guillotine, les meurtres commis autrefois par la hart et les hallebardes. Dans chaque exécution de 93, c'est le moyen âge qui reparaît; les têtes coupées au haut des piques sont l'étendard du passé, et « l'histoire de Byzance suit de pareils trophées. » Les échafauds de la Révolution s'appuient à ceux de Richelieu, comme les échafauds de Richelieu à ceux du moyen âge. Collot-d'Herbois, Fouché, Fréron, Ronsin, reproduisent Caligula, Néron, Caracalla, Commode, Théodose; et avec ses

bateaux de la Loire, Carrier refait le bateau d'Agrippine. Le Comité du salut public, c'est l'Inquisition; la dictature de 93, c'est la révocation de l'Édit de Nantes.

M. Quinet compare Billaud-Varennes et Saint-Just à Moïse qui, cependant, leur est supérieur comme terroriste, parce qu'il pratiqua l'extermination plus en grand; Marat est un autre comte de Montfort, et quant à Robespierre, qui rappelle saint Cyrille, saint Dominique et Torquemada, il « poursuivait le plan d'une tragédie classique. Tout ce qui sortait de l'ordonnance commune, vie, spontanéité, instinct populaire, lui apparaissait comme une monstruosité; il y portait le fer et le feu. »

Louis XVI, mangeant dans la loge du logographe, c'est le Christ buvant sur la croix; les discussions entre les Montagnards

et les Girondins, c'est le dialogue des Euménides, et lorsque la loi du 22 prairial est présentée à la Convention, les hommes de proie de cette Assemblée se jettent sur cet appât « par gloutonnerie de la mort. »

Il y a des chapitres dont le titre seul est non-seulement une erreur inconcevable, mais un vrai scandale ; par exemple celui-ci : « Qu'il n'y a pas de proportion dans la Révolution, entre les sacrifices et les résultats obtenus. »

Il y a d'autres chapitres où M. Quinet traite la démocratie, comme les royalistes ne l'ont jamais traitée, aux plus mauvais jours de leurs vengeances et de leurs calomnies. En voici un exemple : « Dans l'extirpation des hommes qui marchent à sa tête et qui lui ont tout sacrifié, la démocratie, dit M. Quinet, voit je ne sais quel com-

mencement d'égalité qui lui inspire tout le contraire de l'indignation. Elle ne se sent point atteinte et blessée dans les hommes qui souffrent pour elle. C'est là une sorte d'aristocratie dont elle sait même gré de la débarrasser. Elle tient, en effet, les siens pour ennemis dès qu'ils sont sortis du néant; le mérite de l'avoir servie ou d'avoir souffert pour elle est un de ceux qu'elle pardonne moins. »

Ces comparaisons bizarres, ces étonnantes banalités, ces injustices criantes, remplissent plus de la moitié de l'ouvrage. M. Quinet les répète à satiété et ne prend même pas la peine de varier ses formules. D'abord l'on se sent étonné et blessé ; bientôt la monotonie l'emporte, et à l'irritation succède une insurmontable lassitude : plus d'une fois le livre nous est tombé des mains,

notamment quand nous avons vu M. Quinet affirmer sérieusement que Mlle de Sombreuil sauva son père en buvant un verre de sang. Nous ne supposions pas qu'un écrivain pût aujourd'hui respecter assez peu ses lecteurs pour rééditer cette fable ridicule, disparue même des mélodrames, même des plus mauvais pamphlets royalistes.

Selon M. Quinet, la Révolution, au commencement, a dévié de son but, et, à la fin, presque entièrement avorté. Elle a dévié, parce que les chefs du mouvement, novateurs en théorie, mais, en fait, timides et hommes du passé, ont manqué de sagacité et d'intrépidité philosophique. Pour assurer le triomphe de la révolution politique, ils devaient faire en même temps une révolution dans les idées, c'est-à-dire fonder

une nouvelle religion, l'opposer aux religions anciennes et, notamment, supprimer le catholicisme.

Après avoir commis cette faute capitale, les chefs de la Révolution en commirent une autre non moins fatale, en proclamant et en exerçant la dictature. Cette dictature a été un crime et un fléau : un crime, parce qu'elle était inutile; un fléau, parce qu'en habituant les Français à un régime passager d'arbitraire et de terreur, elle leur a fait perdre le sentiment et la dignité des peuples libres, et les a préparés à subir toutes les tyrannies.

La première de ces deux idées est une aberration et, dans le système de M. Quinet, une évidente inconséquence; la seconde est un lieu commun qui traîne depuis cinquante ans dans tous les pamphlets roya-

listes, et M. Quinet, en allant l'y ramasser, ne l'a pas rajeuni. Mais en le répétant, et surtout en le faisant répéter, il nous condamne à prouver encore, ce qui a été prouvé mille fois, que cette accusation est injuste, irréfléchie, et aussi insoutenable que dangereuse. Ce n'est là, heureusement, qu'une question d'équité et de bon sens.

CHAPITRE PREMIER.

LA RÉVOLUTION. — LA GUERRE.

Pour mettre dans la discussion la logique et la clarté que M. Quinet n'a pas mises dans son livre, nous sommes forcé d'intervertir l'ordre des événements. M. Quinet reproche aux chefs de la Révolution, d'abord de n'avoir pas proclamé et imposé une nouvelle religion, ensuite de s'être emparés de la dictature. Le premier reproche n'est pas seulement une chose insensée; rapproché du second, il est une inconsé-

quence qui suffirait seule pour ôter au livre toute valeur philosophique et morale. Mais comme cette inconséquence ne serait pas suffisamment appréciée si nous n'examinions d'abord la question de la dictature, c'est par là que nous allons commencer.

Dans cette question, les faits sont le meilleur argument; cependant nous voulons, avant de les aborder, invoquer l'autorité d'un homme peu suspect de tendresse pour la Révolution et pour la dictature du Comité de salut public. Voici ce que dit Royer-Collard :

« Qu'il y ait pour les États des crises plus fortes que les remèdes ordinaires, dont l'application serait impossible ou dangereuse ; qu'à ces époques fatales, les gouvernements puissent et doivent s'élever au-dessus des lois, frapper, s'il en est besoin.

ceux qu'elles épargnent, épargner ceux qu'elles frappent, séparer le fait du droit et la justice de ses formes; et, en un mot, chercher leurs motifs et leurs règles dans l'intérêt suprême du salut de l'État, dont alors ils sont uniquement responsables; c'est ce qu'on ne peut nier, après avoir lu l'histoire et assisté à la plus terrible de ses leçons, à moins qu'on ne prétende d'une manière générale et absolue qu'il est prescrit aux nations de descendre au tombeau plutôt que de s'écarter un seul jour, un seul instant, d'aucun des principes, d'aucune des formes établies dans d'autres temps, et pour un autre but. Les gouvernements ont sans doute abusé de ce droit terrible de négliger les lois quand le salut de l'État le commande; mais on abuserait aussi contre eux, et avec bien plus de péril, de l'im-

puissance où ils seraient de l'exercer. »

Admirons d'abord ces pensées si fermes et si hautes, exprimées en un si beau style, et voyons si la France, lorsque les chefs de la Révolution s'emparèrent de la dictature, traversait une de ces crises où les gouvernements « doivent chercher leurs motifs et leurs règles dans l'intérêt suprême du salut de l'État, dont ils sont uniquement responsables. »

Ce que nous allons dire, nous l'avons dit plus d'une fois, mais il ne faut pas se lasser de repousser les sophismes qu'on ne se lasse pas de reproduire, sophismes déplorables qui, depuis soixante ans, égarent les esprits, fournissent des armes à nos ennemis, et, chose impardonnable ! insultent ceux qui, dans leur incomparable abnégation, ont sciemment sacrifié pour nous,

non-seulement leur repos et leur vie, mais quelque chose de plus sérieux, leur réputation. « Périsse ma mémoire, ont-ils dit, et que la patrie soit sauvée! » Cette mémoire, qu'ils ont abandonnée ainsi à la calomnie, est notre glorieux héritage, et au lieu de la défendre, M. Quinet la poursuit de ses outrages. Plus tard nous parlerons des hommes; en ce moment nous n'examinons que les faits. Nous ne nous excusons pas de les répéter à ceux qui les savent, mais nous devons les rappeler à ceux qui les oublient.

Jusqu'au 10 août, la Révolution est mal assurée dans sa marche; elle tâtonne, elle hésite, quelquefois on peut croire qu'elle s'égare. Enfin, le 21 septembre 92, elle apparaît dans sa force et dans la logique de ses principes; elle s'établit sur son vrai ter-

rain et elle s'y maintient tant que ses destinées sont dans les mains de ses vrais défenseurs. Dès les premiers jours, dit M. Quinet, « elle a montré ses pieds d'argile. » Quelle vue fausse et quelle inconcevable erreur!

La naissance de la République au milieu des déchirements et des plus grands revers, suivis des plus glorieuses victoires; la puissance avec laquelle, de son berceau, elle accable tous ses ennemis, donnent au contraire à son enfance la majesté des vieux empires, imposent et assurent la gloire à tout son avenir.

Le 20 avril 1792, Louis XVI, entraîné par Dumouriez, ministre des affaires étrangères, propose à l'Assemblée de déclarer la guerre au roi de Bohême et de Hongrie. Après deux heures de discussion, dans une séance de nuit, la guerre est votée pres-

que à l'unanimité, au milieu des applaudissements des représentants et des spectateurs qui encombrent les tribunes.

Louis XVI n'ayant proposé à l'Assemblée de déclarer la guerre que pour accélérer la marche de ses libérateurs, cette bonne nouvelle est immédiatement expédiée à tous les chefs des émigrés, par des courriers extraordinaires. Mallet-Dupan, chargé d'une mission secrète, porte aux puissances étrangères des instructions rédigées de la main du roi, et les correspondances de la cour. Ces correspondances exprimaient la plus vive joie, les plus brillantes espérances. « La véritable armée du roi, y disait-on, est composée de vingt mille émigrés et de cent cinquante mille hommes au moins, tant Prussiens qu'Autrichiens et Impériaux. Ces forces vont se réunir et se

déployer contre les factieux et les scélérats qui tyrannisent la France, pour que leur châtiment serve bientôt d'exemple à tous ceux qui seraient tentés de renverser le trône et de troubler la paix des nations. L'Assemblée nationale, en déclarant la guerre, *a donné dans le panneau.* »

Les correspondances disaient vrai, ou du moins la cour devait le croire, car, pour rendre l'invasion plus facile, elle avait laissé l'armée dans le plus complet délabrement. Tout manquait, les armes, les habits, les munitions, les chevaux, les effets de campement. La plupart des places étaient démantelées et manquaient aussi de vivres et de munitions. Plusieurs généraux, commandants, officiers, commissaires de guerre, commis et gardes-magasins étaient ou ennemis, ou suspects, ou vendus. Les mar-

chés, quand ils n'étaient pas frauduleux, restaient sans exécution. Aussi l'ennemi put-il facilement passer la frontière et pénétrer dans l'intérieur. La guerre avait été déclarée le 20 avril; elle commença le 28 par le combat de Quiévrain, entre Mons et Valenciennes, où nous fûmes battus, et depuis ce jour-là chaque courrier apportait à Paris la nouvelle d'une déroute.

Les accusations éclatent alors dans l'Assemblée, dans les clubs, dans les journaux; partout on crie à la trahison. Que fait le roi! L'Assemblée avait licencié la garde royale et ordonné la formation d'un camp de vingt mille hommes sous Soissons. Louis XVI refuse le 18 de sanctionner ce décret; le 20 les Tuileries sont envahies, et le 22 le roi lance une proclamation où il déclare qu'il ne donnera jamais son approbation à des

décrets qui lui paraîtront contraires à l'intérêt public. La déclaration était malheureuse, puisqu'il s'agissait d'un projet de défense contre l'ennemi. Le peuple y vit l'éclatante manifestation du désir de livrer Paris aux étrangers. A ce moment, La Fayette abandonne son armée et vient prononcer dans l'Assemblée un discours qui soulève une indignation générale; Pétion, maire de Paris, est suspendu de ses fonctions par le conseil du département, et le roi confirme cette décision. Le peuple s'émeut, devient menaçant, on crie dans les rues et on écrit sur les chapeaux : ***Pétion ou la mort!*** L'Assemblée se prononce pour le peuple et Pétion reprend ses fonctions.

C'est au milieu de cette effroyable agitation que tombe le manifeste du duc de Brunswick, rédigé conformément aux in-

structions dont Louis XVI avait chargé Mallet-Dupan.

Par ce manifeste, monument de vandalisme et de folie, les rois avaient cru faire reculer la Révolution ; ils avaient signé l'arrêt de mort de Louis XVI et de la royauté.

Le 3 août, une députation des quarante-huit sections de Paris se présente à la barre de l'Assemblée nationale pour demander la déchéance. Dans la nuit du 8 au 9, les faubourgs marchent sur les Tuileries et les prennent le 10. Le roi se réfugie à l'Assemblée nationale qui le suspend, l'envoie prisonnier au Temple et convoque une Convention nationale.

Les séances de la Convention s'ouvrent le 21 septembre. A ce moment, Longwy et Verdun étaient pris, Lille bloqué, la tran-

chée ouverte devant Thionville, nos armées en plein désarroi ; deux cent mille Autrichiens et Prussiens débordaient sur la frontière ; le roi de Prusse, à la tête de son armée, marchant sur Paris, était déjà en Champagne ; l'Angleterre, jusque-là plus ou moins neutre, entrait ouvertement dans la coalition, et la guerre civile éclatait dans la Vendée.

La patrie était en danger ! A cette nouvelle, les volontaires s'élancent de tous les points, courent aux armes au cri de : *Vive la République !* et, dans Paris seulement, l'enthousiasme de la liberté enfante en trois jours une armée de quarante mille hommes.

Cet élan est universel, tout le monde jure, non plus de vaincre ou de mourir, mais de vaincre ces rois insolents qui ne

demandaient que quelques semaines pour étouffer la Révolution.

C'est ici que nous allons *nous donner le spectacle des choses humaines.* L'histoire, à aucune époque, n'en offre ni d'aussi grand, ni d'aussi instructif.

CHAPITRE II.

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC. LA VICTOIRE.

Après les échecs de Mons et de Tournay, les étrangers ne virent plus dans les troupes françaises qu'un *ramas de milices indisciplinables*. La supériorité des armées prussienne et autrichienne, qu'on prenait depuis si longtemps pour modèles, n'en parut que plus constatée et mieux établie. Voici ce que raconte à ce sujet le prince de Hardenberg, alors ministre du roi de Prusse, dans ses *Mémoires d'un homme d'État*, ré-

digés par Schœl, son secrétaire : « C'était, dit-il, vers la fin de mai (à la revue de Magdebourg) et à Magdebourg même, où se rassemblait, sous les yeux du roi, le corps principal de l'armée prussienne, qui allait se mettre en marche. — N'achetez pas trop de chevaux, dit Bischoffswerder à plusieurs officiers de marque; *la comédie ne durera pas longtemps*. Les fumées de la liberté se dissipent déjà à Paris; l'armée des avocats sera bientôt anéantie en Belgique, et nous serons de retour dans nos foyers vers l'automne. — Le duc de Brunswick, que ces événements entraînèrent hors de sa circonspection accoutumée, oubliant sa manière de voir récemment exprimée à Bischoffswerder, tint à peu près le même langage. Après la revue, rassemblant les principaux officiers et parlant avec eux de

la campagne qu'on allait ouvrir, il leur dit : *Messieurs, pas tant d'embarras, pas trop de dépenses ; tout ceci ne sera qu'une promenade militaire.* »

La promenade fut plus courte encore qu'il ne le supposait. Le 30 septembre 1792, le roi de Prusse battu commençait sa retraite, et le 23 octobre il ne restait plus en France que les cadavres de ses ennemis étendus sur le champ de bataille ; les plaines de la Champagne étaient le tombeau de l'armée prussienne, comme elles l'avaient été de l'armée d'Attila. C'est ainsi que s'inaugura la République.

Dans les guerres civiles et étrangères du dix-septième siècle, les ennemis avaient toujours marché sur Paris par les routes de Sedan, de Stenay et de Réthel, et ils n'avaient trouvé d'autre obstacle que la valeur

du grand Condé, qui les arrêta deux fois, à Lens et à Rocroy. Dans la conférence qui eut lieu à Magdebourg, le 27 mai 1792, entre le roi de Prusse, le duc de Brunswick, M. de Bouillé et les principaux officiers de l'armée prussienne, il fut reconnu à l'unanimité qu'il n'y avait à craindre rien de semblable, la France n'ayant ni un héros ni une armée capables de renouveler de tels exploits. Le plan de campagne, arrêté en conséquence, fut un peu dérangé par les soldats de la République. Revenus d'une première panique, les volontaires, d'ailleurs mieux commandés et non encore trahis, soutinrent le feu avec l'aplomb des plus vieilles troupes.

Le duc de Brunswick, dit Servan, fut très « déconcerté quand il vit, contre son attente, les soldats français ne déserter ni

ne fuir. Alors, dans la crainte de payer trop cher la victoire même qu'il pourrait remporter, se voyant éloigné de ses magasins, voyant une partie de son armée attaquée par la dyssenterie, les forces de Dumouriez s'accroître journellement, il dut préférer le parti très-sage de se retirer. »

A dater de ce moment, l'élan des volontaires fut irrésistible. Ils ignoraient complétement le maniement des armes, et ils n'avaient pas le temps de s'instruire; d'ailleurs les officiers manquaient. Ce fut là ce qui sauva la France. Les armées ennemies étaient composées de vieilles troupes, commandées par des généraux expérimentés et d'une tactique incomparablement supérieure. Avec de tels adversaires, attaquer ou se défendre suivant les règles, c'était se faire battre infailliblement. On ne tint au-

cun compte des règles. Nos jeunes soldats, laissant les Prussiens et les Autrichiens évoluer savamment, les déroutaient par des marches trois fois plus rapides et tombaient sur eux à l'improviste, la baïonnette au bout du fusil. Notre jeunesse républicaine se serait brisée contre l'expérience des généraux septuagénaires et flegmatiques de Vienne et de Berlin; elle en triompha à force d'audace et de patriotisme.

L'esprit est encore ébloui, au bout de soixante-quatorze ans, par la bouillante intrépidité de ces bataillons qui ne rencontrent plus d'obstacles, parce qu'ils n'en supposent plus de possibles, et qui marquent chaque journée par un nouveau triomphe. Le 23 septembre, ils occupent Chambéry; le 28, Nice; le 8 octobre, ils délivrent Lille, bloqué par trente-quatre mille hommes;

le 14, ils reprennent Verdun; le 21, ils prennent Mayence; le 22, Longwy; le 23, ils entrent à Francfort; le 6 novembre, ils triomphent à Jemmapes, occupent Bruxelles le 14 novembre, s'emparent de la citadelle d'Anvers le 30, prennent le château de Namur le 2 décembre et Bréda le 25 février 1793. Là, ils s'arrêtent, non pas vaincus, mais trahis.

La retraite des Prussiens étonna tout le monde, et la joie fut d'autant plus vive. Les journaux, qu'on peut bâillonner, mais dont il n'est pas aussi aisé de mettre la sagacité en défaut, virent là une intrigue et donnèrent l'éveil à l'opinion. Ils demandèrent comment Dumouriez, qui, avec dix-sept mille hommes, la plupart conscrits, avait arrêté une armée de quatre-vingt-douze mille hommes victorieuse, bien portante et bien

approvisionnée, n'avait pas coupé la retraite et tué le dernier soldat à cette même armée réduite de plus de moitié par la dyssenterie et la famine, embarrassée dans sa marche par vingt mille malades, et à laquelle il pouvait opposer, non pas dix-sept mille, mais soixante mille combattants, mieux disciplinés, mieux équipés, plus aguerris et pleins d'enthousiasme. Le mouvement des Prussiens était une promenade. Le 30 septembre, ils ne firent qu'une lieue, suivant en sens inverse la route qui les avait conduits au camp de la Lune. Quand ils allaient à droite, les Français allaient à gauche; quand leur arrière-garde s'arrêtait, notre avant-garde faisait halte. *Fabius*-Dumouriez, comme l'appelait plaisamment Camille Desmoulins, n'avait-il pas ainsi, non pas poursuivi, mais reconduit poli-

ment le roi de Prusse à la frontière?

Suivant l'habitude, on commença par crier à la calomnie contre les journalistes; il fut bientôt prouvé qu'ils avaient deviné juste. Les honteux détails des entrevues qui avaient eu lieu à Dampierre le 22 septembre, à Sainte-Menehould le 24, et au camp de Brunswick le 25, sont connus. La trahison eut des effets désastreux.

Tous les malheurs éclatèrent à la fois. Dumouriez, qui avait commencé sa défection en Champagne, trahit le courage de son armée à Nerwinde. Le 18 mars 1793, il ouvrit les portes de Breda, celles de Gertruydemberg le 31, et livra le 1er avril aux Autrichiens les quatre représentants envoyés par la Convention pour l'arrêter. Mayence n'était plus à nous; le Palatinat et le cours du Rhin étaient perdus; Condé, Valen-

ciennes et Le Quesnoy livrés au prince de Cobourg; Dunkerque, Landrecies, Maubeuge et Cambrai menacés. L'Ouest était en feu, Lyon insurgé, Toulon livré aux Anglais; la Gironde, le Morbihan et le Calvados étaient soulevés et en armes; les Espagnols, qui avaient envahi le Roussillon le 17 avril, s'étaient emparés de Bellegarde, de Port-Vendres, de Collioure, et menaçaient Perpignan.

En même temps, Paris était agité par les émissaires venus de Londres et de Bâle; le pain était rare, et le peuple craignait chaque jour d'en manquer; le papier-monnaie était avili par les faux assignats, qui tuaient le crédit et minaient la confiance; les caisses du Trésor étaient à sec et celles de l'armée livrées au pillage le plus éhonté. « Je ne conçois pas, avait dit Cambon dans la

séance du 5 décembre, comment il se fait qu'avec 198, 148 et 122 millions de dépenses par mois, car tel est le taux des dépenses pendant les trois derniers mois, tout manque à nos armées. » Le scandale fut bientôt poussé plus loin, et quand Dumouriez passa à l'ennemi, nos troupes étaient sans souliers, sans habits, sans pain.

Les insurgés de l'intérieur étaient maîtres de la plupart des manufactures d'armes; les magasins à poudre avaient été incendiés à Huningue, à Lorient et à Bayonne; et, comme le dit alors Barrère, le dénûment de munitions était une seconde famine pour les armées. La marine était désorganisée, l'émigration lui ayant enlevé presque tous ses officiers; et pendant que nos ports étaient menacés ou vendus et nos colonies dévastées, nous n'avions à opposer sur mer

que soixante-six vaisseaux de ligne et quatre-vingt-seize frégates ou corvettes à la coalition, où la Hollande seule comptait pour cent vaisseaux de différentes grandeurs et l'Angleterre pour cent cinquante-huit vaisseaux de ligne, vingt-deux vaisseaux de 50, cent vingt-cinq frégates et cent huit cutters.

Il y eut quelque chose de plus grand que toutes ces catastrophes, ce fut l'énergie du Comité de salut public. L'immensité des dangers qui menaçaient la France lui fit découvrir en elle des ressources inouïes. Ces *barbares,* comme les appelaient les manifestes de la coalition, s'entourèrent d'abord de tout ce qu'il y avait d'illustre dans la science. Fourcroy, Bertholet, Vandermonde, Monge furent associés aux travaux du Comité. Les savants nationaux et étrangers

reçurent l'invitation de publier toutes les découvertes utiles, de concourir au perfectionnement des machines de guerre, de mettre à la portée du gouvernement et de tous les citoyens les procédés et les connaissances nécessaires à la fabrication des armes de toute espèce.

La guerre avait épuisé le salpêtre. La France, jusque-là, en fabriquait un million de livres par an. En neuf mois, elle en fabriqua *douze millions;* plus que l'Europe entière n'avait coutume d'en produire. Avant la Révolution, la France n'avait que deux fonderies pour les canons de bronze et quatre pour les canons en fer, donnant annuellement neuf cents bouches à feu. Le Comité de salut public en établit quinze pour les canons en bronze, produisant annuellement sept mille pièces, et trente pour

les canons en fer, donnant treize mille bouches à feu. Avant la guerre, il n'existait qu'une manufacture d'armes blanches; le Comité de salut public en ouvrit vingt, dirigées selon des procédés nouveaux, et la manufacture de Paris seule put fournir en moins d'un an de cent quarante à cent cinquante mille fusils, c'est-à-dire plus que toutes les fabriques réunies de l'ancien régime. Il créa cent quatre-vingt-huit ateliers de réparation pour les armes de toute espèce. Avant la guerre, il n'en existait que six. Il établit une manufacture de carabines, dont la fabrication était jusqu'alors inconnue en France. Il fonda à Meulan une école de carabiniers, et à Meudon un établissement secret où se faisaient chaque jour des expériences sur la poudre, sur les boulets rouges, les boulets creux, les boulets à bague.

Entre ses mains, le télégraphe et les aérostats devinrent des instruments de guerre. Par le télégraphe, il était comme présent à toutes les armées, et de là cette promptitude de mesures et cet ensemble de mouvements qui déconcertèrent si souvent les ennemis. Les ballons, dont on avait ri à la cour, firent gagner la seconde bataille de Fleurus, qui ouvrit une seconde fois la Belgique à l'armée française. Et le Comité de salut public demanda aux savants le moyen d'attacher à chaque armée et de *mettre au service de la victoire des compagnies aérostatiques et une sorte d'artillerie aérienne.*

Tous les métiers, toutes les industries, toutes les capacités, tous les bras, toutes les inventions, toutes les ressources furent mis en réquisition au service de la France

et contre les ennemis intérieurs et extérieurs qui fondaient sur elle de tous les côtés.

Ces travaux immenses et dont nous ne donnons encore qu'une nomenclature très-incomplète, n'absorbaient pas, tant s'en faut, l'activité du Comité de salut public. Il lui fallait, pour nourrir la France, lutter contre un système de famine organisé sur les mers, sur les frontières, à Paris et dans les départements. Il fallait trouver les moyens de faire circuler et parvenir aux villes, aux districts et aux communes, les grains accaparés par l'avarice ou la conspiration, il les trouva. Il fallait former une cavalerie, épurer les états-majors, choisir de bons généraux et punir les traîtres. Il fallait surtout, sous peine d'avoir fait en vain tant d'efforts, de sacrifices, de dépenses et de préparatifs, reprendre les places li-

vrées ou perdues dans le Nord et dans le Midi. Nos ports n'avaient ni bois ni matière première, il fallut en trouver et relever ainsi notre marine perdue par la trahison ou brûlée par l'Angleterre. Tout cela se fit.

En moins d'un an, huit armées étaient en pleine activité : celle du Nord, commandée par Moreau; celle de Sambre-et-Meuse, par Jourdan; celle de Rhin-et-Moselle, par Pichegru; celle des Alpes et d'Italie, par Kellermann; celle des Pyrénées-Orientales, par Schérer; celle des Pyrénées-Occidentales, par Moncey; celle des Côtes-de-l'Ouest, par Canclaux; celle des côtes de Brest et de Cherbourg, par Hoche.

Les ennemis avaient voulu affamer la France, le Comité de salut public envoya nos armées se nourrir sur le territoire

ennemi. A la famine du pain on avait ajouté la famine d'argent, le Comité envoya chercher de l'argent à l'étranger, et, en Hollande seulement, il frappa une contribution de cent millions de florins. Le plan avait été merveilleusement conçu, il fut admirablement exécuté. La *victoire organisée* à Paris, on a eu raison de le dire, courut au pas de charge sur toutes les frontières.

Le 8 septembre 1793, les Autrichiens sont battus à Hondtschoot; le 9, Dunkerque est débloqué, et le duc d'York qui, dans sa fuite précipitée, y laissa ses canons, ses munitions et ses bagages, put s'estimer heureux d'avoir eu affaire à Houchard, et de ne pas payer plus cher son insolence. Le 15 octobre, Jourdan bat les Autrichiens à Wattignies et débloque Maubeuge. Le 18

mai 1794, les Français triomphent à Turcoing, délivrent la France et préparent la seconde conquête de la Belgique. Ils battent les Austro-Hollandais à Fleurus le 16 et le 26 juin; ils prennent Ypres le 17, Mons le 1er juillet, Tournay le 2, Gand le 6, Bruxelles le 10, Landrecies le 16, Namur le 17, Neuport le 18, Anvers le 27 et Trèves le 6 août. Ils reprennent Le Quesnoy le 16, Valenciennes le 27 et Condé le 30.

Ils occupent Aix-la-Chapelle le 22 septembre, Juliers le 3 octobre, Bois-le-Duc le 7, Cologne le même jour, Andernach et Coblentz de vive force le 23, Vanloo après trois jours de tranchée ouverte le 26, Maestrich après onze jours de tranchée ouverte le 4 novembre, Nimègue le 8, Amsterdam le 19 janvier, et enfin, pour que rien ne manquât à cette gloire, jusqu'alors sans

égale et que depuis rien n'a surpassée, le 20 janvier nos hussards prennent la flotte hollandaise, que les glaces retenaient dans le Texel.

Les armées du Midi rivalisaient avec celles du Nord ; elle entrèrent à Fontarabie le 1er août, à Saint-Sébastien le 4, reprirent le fort de Bellegarde le 18 septembre, envahirent la vallée de Roncevaux, et s'ouvrirent la route de la Navarre le 17 octobre, triomphèrent le 20 à Escola où Dugommier fut tué, prirent Figuières le 27 et Roses le 3 février.

Le drapeau tricolore flottait, victorieux et respecté, sur les Pyrénées, sur les Alpes, sur le Rhin et sur la Meuse. La marche de nos soldats n'avait été qu'un triomphe, et tout était prêt pour les grands coups que la prochaine campagne devait porter à la coalition.

Les hommes qui accomplirent ces prodiges eurent leurs colères, leurs emportements, leurs excès. La violence causa de grandes douleurs, mais la dictature assura le succès. Avant tout, il fallait que la Révolution triomphât de tous ses ennemis, intérieurs et extérieurs. En eût-elle triomphé si, aux moyens indignes par lesquels elle fut attaquée, le Comité de salut public eût tout simplement opposé les procédés doux et lents de la légalité ordinaire?

Puisque nous sommes, à notre grand étonnement, condamné par M. Quinet à poser une telle question, examinons-la. Mais, répétons-le, nous n'admettons pas que, entre gens sensés, il puisse y avoir là autre chose qu'une affaire d'équité et de bon sens.

CHAPITRE III.

LA DICTATURE.

N'ayons pas peur des mots, et posons nettement la question. Le salut de l'État étant incontestablement « en danger, » la dictature est-elle une institution forcée, une ressource non-seulement utile, mais nécessaire? Sur cette question fondamentale et en thèse générale, les maîtres de la politique n'hésitent pas; ils répondent oui. Nous avons cité l'opinion si ferme et si admirablement exprimée de Royer-Collard; c'est

aussi l'opinion de Machiavel, de Montesquieu, de Rousseau. Tous s'accordent à reconnaître que la dictature, tant qu'elle a été créée pour l'intérêt de l'État et non réclamée ou usurpée par l'ambition d'un homme, n'a fait que du bien, et ils ne croient pas que, sans ce grand ressort, une république puisse échapper à de certaines crises, à de certaines secousses extraordinaires. Qui oserait dire que la dictature du Comité de salut public a été réclamée par l'ambition d'un homme? qui oserait nier qu'elle ait été imposée par les plus grands dangers, par les plus grandes catastrophes!

C'est surtout dans les républiques que Machiavel trouve la dictature naturelle et absolument justifiée; car, dit-il, dans ce gouvernement, « la nécessité de réunir plusieurs volontés et la lenteur des délibéra-

tions empêchent d'apporter d'assez prompts remèdes aux progrès rapides de certaines calamités. » Montesquieu, plus circonspect, défenseur plus systématique de la légalité, veut que les lois politiques pourvoient à tout, tiennent les remèdes prêts et fournissent les moyens de les employer. Mais n'y a-t-il point d'exception à cette règle? Oui, répond Montesquieu, lorsque l'État est dans de telles circonstances « qu'il a besoin d'une magistrature qui ait un pouvoir exorbitant. » Et il ajoute : « Ce sont des magistratures terribles qui ramènent violemment l'État à la liberté. »

Rousseau est encore plus explicite, il recommande plus formellement la dictature, et la définit d'une manière plus précise, plus historique. « L'inflexibilité des lois, dit-il, qui les empêche de se plier aux évé-

nements, peut, en certains cas, les rendre pernicieuses. L'ordre et la lenteur des formes demandent un espace de temps que les circonstances refusent quelquefois. Il peut se présenter mille cas auxquels le législateur n'a point pourvu, et c'est une prévoyance très-nécessaire de sentir qu'on ne peut tout prévoir. Il ne faut donc pas vouloir affermir les institutions politiques jusqu'à s'ôter le pouvoir d'en suspendre l'effet. Mais il n'y a que les plus grands dangers qui puissent balancer celui d'altérer l'ordre public. Dans ces cas *rares et manifestes*, ce n'est pas l'autorité de la loi qu'on altère, mais seulement la forme de son administration. »

Comme les chefs de la Révolution, en 93, Rousseau demande la dictature lorsque « le péril est tel que l'appareil des lois est un obstacle à s'en garantir. » Aussi, ce qu'il

redoute dans la dictature, « ce n'est pas le danger de l'abus, mais celui de l'avilissement, » car si on la prodiguait, dit-il, il serait à craindre qu'on ne s'accoutumât à la regarder comme un vain titre. Dans les crises qui la font établir, l'État est bientôt détruit ou sauvé, et, « passé le besoin pressant, la dictature devient tyrannique ou vaine. »

Voilà le langage de l'histoire, de la politique, de la raison. Et ici, sans doute, nous n'avons pas besoin de faire une distinction qui frappe tous les esprits sensés et loyaux, car cette distinction résulte de la nature même des choses. Il est évident qu'il n'y a ni comparaison, ni confusion possibles entre les attentats des ambitieux et des usurpateurs qui abusent de leur puissance légale pour commettre des actes arbitraires, et l'appa-

rition soudaine d'un pouvoir dictatorial qui, dans une crise suprême, pour un danger évident et universellement reconnu, domine momentanément le système entier des lois politiques, civiles et pénales.

L'opinion de Machiavel, de Montesquieu, de Rousseau, de Royer-Collard, qui s'accordent à justifier ce pouvoir et à le recommander est, certainement, d'un très-grand poids ; mais l'histoire de la Révolution donne à cette doctrine du salut public, philosophiquement et loyalement comprise, une autorité bien autrement décisive. Machiavel, Montesquieu, Rousseau, raisonnaient en théoriciens, et ces grands esprits arrivaient, par la force seule de leur bon sens, à la vérité pratique. Il est vrai qu'ils avaient, les deux premiers surtout, la connaissance profonde et les féconds enseignements de

l'histoire. Mais, dans aucune histoire, pas même dans celle de Rome, ils n'avaient rien vu qui pût leur donner une idée des secousses ressenties et des dangers courus par la Révolution française. Royer-Collard, lui, les avait vus, ses sentiments en avaient été bouleversés; mais la loyauté du politique et du philosophe surmontant les passions de l'homme de parti, il a justifié, en fait, la doctrine du salut public, plus explicitement que Machiavel, Montesquieu et Rousseau ne l'ont justifiée en théorie.

La dictature révolutionnaire s'établit par la force invincible des choses, au moment où toute lenteur dans l'action et dans la répression eût été une preuve de faiblesse et une cause de ruine. Son premier effet fut de tirer le gouvernement des sept cent cinquante mains où il flottait, et de le faire

passer dans celles du Comité de salut public, où rien ne flotta. Il fallait ou « descendre au tombeau, » comme dit Royer-Collard, ou avoir raison en même temps de la guerre civile, de la guerre étrangère, de la trahison, de la famine. Un gouvernement ordinaire eût infailliblement succombé, et les coalisés étaient si convaincus de l'impossibilité de toute résistance victorieuse, que le duc de Brunswick, après la revue de l'armée prussienne, passée à Magdebourg la veille de l'invasion, dit à ses officiers : « Messieurs, pas trop d'embarras, pas trop de dépenses : *tout ceci ne sera qu'une promenade militaire.* »

Les rois, les princes, les royalistes, affectant de regarder la Révolution comme une révolte contre l'ordre social, l'attaquèrent par des moyens qui font horreur. Quand le

Comité de salut public vit la Révolution ainsi insultée, attaquée, affamée, il ne prit conseil que de son droit et de son désespoir, il opposa violence à violence, et ses ennemis, croyant l'intimider, lui donnèrent cette force irrésistible qui les accabla tous.

Devant ce pouvoir inflexible qui avait « fait un pacte avec la mort, » tout trembla, tout s'humilia, au dehors comme à l'intérieur. Dans une séance de la Chambre des lords, le duc de Bedford avoua, — ce que l'histoire prouve aujourd'hui incontestablement, — que c'était aux conspirateurs, aux cabinets étrangers, et surtout au ministère anglais qu'il fallait attribuer le régime de la Terreur. Cette terreur, avec laquelle on croyait perdre la République, passa dans les armées ennemies, et finit par gagner les princes, les rois, les gouverne-

ments. Tous étant frappés ou menacés, tous fléchirent. La Toscane, Parme, la Sardaigne, l'Espagne, la Hollande, la Saxe, la Prusse, conquises ou envahies, demandèrent la paix. Plusieurs de ces puissances s'allièrent même à la France et déclarèrent la guerre à l'Angleterre qui les avait soulevées contre nous. Quelques-unes de ces choses se firent, lorsque la Terreur ne régnait plus; mais, elle avait donné l'impulsion, et l'impression qu'elle avait faite durait toujours.

L'audace, en entreprenant toujours plus que n'eût entrepris la prudence, trompa tous les calculs, et les moyens qu'elle trouva furent, non-seulement formidables, mais expéditifs : c'était l'important. Et comme qui est merveilleux frappe vivement l'imagination des hommes, l'audace du Comité

de salut public opéra des prodiges en sens contraire sur les armées ennemies et sur les armées françaises : sur les premières, en exagérant leur faiblesse, d'où résultèrent des terreurs vaines et paniques ; sur les nôtres, en exagérant leurs forces, d'où résultèrent des miracles de confiance et d'intrépidité.

Pour sauver la Révolution, il fallait un pouvoir qui trouvât des ressources grandes comme les besoins, et qui rendît l'obéissance prompte comme le danger. Six cent mille hommes furent levés en moins d'un mois. Tous les cultivateurs durent verser leurs denrées dans les magasins de la République ; tout fut mis en réquisition, les chevaux, les chariots, les chaussures, les vêtements. Tous ceux qui n'étaient pas employés à combattre furent employés à tra-

vailler pour ceux qui combattaient. Les résultats répondirent aux efforts. Le duc de Brunswick, au mois de septembre 92, partait de Magdebourg, en *promenade militaire*, et venait, au nom de la coalition, traiter la France comme une seconde Pologne. Bientôt l'on vit cette coalition si insolente expirer, humiliée et vaincue, dans un village du Frioul.

Un pouvoir limité par une constitution et assujetti à des règles fixes eût-il opéré de tels prodiges? N'eût-il pas infailliblement succombé sous la foule de calamités et d'ennemis qui fondaient sur la Révolution de toutes parts? En vérité, nous n'admettons pas que cela puisse faire l'objet d'un doute et, bien moins encore, d'une sérieuse discussion.

La dictature, dit-on, causa de grands

maux; qui donc le nie? Mais les vents et le tonnerre causent aussi de grands maux à ceux qu'ils tuent ou dont ils ravagent les récoltes. Cependant, sans les vents et le tonnerre tout ce qui respire serait suffoqué. Puisqu'il y a des vapeurs, il faut qu'il y ait des orages.

Notre temps, disent M. Quinet et ses approbateurs, s'est ressenti de la violence des moyens employés par la dictature révolutionnaire, et la France a été ainsi préparée, pliée d'avance à toutes les tyrannies. D'abord, la question n'est pas là. Les destinées de la Révolution, en 92, 93 et 94, n'étaient pas dans l'avenir, elles étaient dans le présent, et c'est dans le présent qu'il fallait les sauver. La dictature du Comité de salut public les sauva; cela, nous le supposons, ne se conteste pas.

Quant à l'avenir, c'est-à-dire quant aux résultats assurés par le triomphe de la Révolution, ils ne peuvent pas se contester davantage, et il a fallu à M. Quinet de bien étranges préoccupations pour oser dire que la Révolution a avorté.

Nous sommes ici au point culminant de la discussion, et il importe de prouver aussi complétement que possible que, sur ce point, M. Quinet a, par un égal aveuglement et une égale injustice, calomnié les hommes et méconnu les faits.

CHAPITRE IV.

LA DICTATURE (SUITE). — RÉSULTAT DE LA RÉVOLUTION.

La dictature du Comité de salut public a seule pu assurer le triomphe de la Révolution ; nous croyons l'avoir prouvé. Maintenant, est-il vrai que la Révolution se soit abîmée dans son triomphe, que le ressort national, tendu outre mesure par les dictateurs, se soit brisé dans leurs mains, et que la France, momentanément soumise à ce régime de compression, y ait perdu le goût, le sentiment, l'intelligence

même de la liberté? Ceux qui ont lutté et qui sont morts pour nous affranchir, nous ont-ils dressés à la servitude? En d'autres termes, est-il vrai, comme le dit M. Quinet, que la Révolution ne vaille pas ce qu'elle a coûté, et que les résultats ne soient pas proportionnés aux sacrifices? Très-sincèrement, nous sommes humiliés d'avoir à poser une telle question.

Les résultats de la Révolution! Mais où donc trouver, dans notre existence politique et sociale, un acte, une jouissance, une sécurité, qui ne soit pas un résultat de la Révolution! Mais ces résultats sont l'essence même de notre société; ils sont partout, et partout indestructibles. Énumérons-les au hasard et tels qu'ils se présentent naturellement sous la plume.

La Révolution a supprimé tous les privi-

léges d'homme à homme, de corporation à corporation, de province à province, de propriété à propriété. Aux priviléges elle a substitué l'égalité des droits; aux Parlements, une représentation nationale; aux justices des seigneurs, les justices de paix; à la judicature vénale, les jugements par jurés; aux compagnies exclusives des marchands, la liberté illimitée du commerce. Par ses lois sur le partage des successions et par la vente des biens nationaux, elle a centuplé le nombre des propriétaires, c'est-à-dire des hommes intéressés à l'ordre social, et cette multiplication des propriétaires a multiplié la population. Il y aurait à faire sous ce titre : *Influence de la Révolution française sur la population*, un excellent chapitre qui manque dans toutes les histoires.

Un bienfait plus important encore de la Révolution, c'est l'esprit de liberté qu'elle a répandu dans le monde. Cet esprit, malheureusement, n'empêche ni les méfaits des gouvernements, ni les actes arbitraires; mais il rend impossible toute tyrannie durable. Si les rois n'ont pas profité de l'exemple d'un roi détrôné, jugé, condamné, l'exemple d'un peuple affranchi n'a pas été perdu pour les peuples, quoi qu'en dise M. Quinet.

Que dans les premiers jours de la Révolution, et à l'époque de ses plus violents déchirements, quelques esprits aient été plus frappés de ses maux que de ses avantages, à la rigueur cela s'explique. Les maux éclatant en même temps que la Révolution et les avantages ne devant venir qu'à sa suite, il était naturel de sentir plus

vivement les souffrances immédiates que les dédommagements éloignés. Mais, les douleurs que nos pères ont éprouvées, nous ne les ressentons plus, et les biens qu'ils ont à peine entrevus, nous les possédons. Que les maux immédiats aient pu former un préjugé dans l'esprit des contemporains, nous pouvons l'admettre; mais aujourd'hui, quand les biens sont irrévocablement acquis, quand nous pouvons contempler, en même temps que la grandeur de la lutte, l'incessante fécondité des résultats, comment admettre, comment expliquer que ce préjugé dure encore et puisse troubler l'esprit d'un historien?

Un autre tort très-grave de M. Quinet, c'est de ne montrer jamais que le pouvoir dictatorial. Il ne voit pas, ou du moins il ne laisse point voir, derrière cette puissance

de combat, naturellement placée sur le premier plan, un gouvernement qui fonctionne avec une régularité, une activité, un ensemble qu'on chercherait en vain chez les meilleurs gouvernements, dans les temps les plus calmes. Un étranger qui ne connaîtrait la Révolution que par le livre de M. Quinet devrait croire que la Convention, depuis le mois d'octobre 1792 jusqu'au 1er prairial, a été une arène, où des partis fous-furieux n'ont eu qu'une préoccupation et n'ont fait qu'un seul travail : se provoquer, s'outrager sans cesse et se proscrire tour à tour. Il ne saurait pas que cette Convention si agitée a été, incomparablement, la plus laborieuse, la plus organisatrice de toutes nos Assemblées. Il ignorerait que vingt-deux comités, en permanence, travaillant non-seulement le jour, mais la nuit,

et occupés du régime général de la République, organisaient la France nouvelle pendant que le Comité de salut public la défendait contre ses ennemis du dedans et du dehors.

Dans un article de son règlement, la Convention s'était déclarée « comptable de « ses moments à la nation entière, » et son ardeur au travail ne se ralentit pas un instant, même aux jours des plus violentes convulsions. Nous n'essayerons pas de donner une idée des travaux de ses comités, de ses *commissions fixes* et de ses *commissions éventuelles;* un volume n'y suffirait pas. Les archives seules du Comité de salut public confondent l'imagination, quand on les compare à ce qui se fait aujourd'hui dans nos Assemblées. Pourquoi M. Quinet, au lieu d'étaler si démesurément et avec une si

affligeante persistance les déchirements des partis, n'a-t-il pas instruit et consolé ses lecteurs en leur montrant un peu en détail ces immenses et merveilleux travaux? Ils auraient vu alors, — ce qu'il importait surtout d'apprendre à ceux qui l'ignorent, — que si bien des révolutions ont agité le monde, aucune n'a eu la fécondité de la Révolution française, et que si quelques-unes ont offert une partie de ses résultats, aucune ne les a réunis. Voilà la vérité historique, et ce n'est pas dans un livre de M. Quinet que nous nous attendions à la voir contestée.

Il y a, dans ce livre, bien d'autres choses que nous ne devions pas y trouver; par exemple, cette assertion que la Terreur a été, dans l'esprit de quelques hommes, un système, un moyen régulier et permanent

de gouvernement : accusation absolument injuste, démentie par les faits, par les déclarations de ceux que M. Quinet accuse, et, nous le montrerons, par M. Quinet lui-même. Mais ici nous devons citer textuellement.

« Robespierre, Saint-Just, Billaud-Varennes, dit M. Quinet, voulurent changer ce qui avait été un accident en un état permanent. Ils se firent un principe de gouvernement de ce qui avait été d'abord un éclat de colère, une impulsion du désespoir. Froidement et impassiblement, ils convertirent la furie gauloise en règles; ils rendirent durable ce qui, de sa nature. n'est que passager : l'indignation, la crainte, la frénésie; ils firent de la fureur un froid instrument de règne et de salut. *Figurez-vous une mer déchaînée et changée tout à*

coup en une mer d'airain immobile. Voilà la conception du terrorisme.

« Par eux, le vertige de certaines journées devint le tempérament fixe et l'âme de la Révolution. Ils fermèrent le retour à la pitié, au repentir. *Ils prirent tout ce qu'il y a de tempêtes dans les passions de la foule, et ils en firent du bronze.* Ils fixèrent ce qu'il y a de plus changeant dans le monde : les colères d'un peuple. *Ils systématisèrent* ce qu'il y a de plus spontané, de plus irréfléchi : *l'ivresse d'une multitude.* »

Laissons de côté la mer d'airain, les tempêtes de bronze et toute cette rhétorique si déplacée sous la plume d'un historien ; attachons-nous au fond. M. Quinet accuse les chefs de la République d'avoir voulu changer la dictature en état permanent, et d'en avoir fait un principe de gou-

vernement. Une telle accusation voulait être appuyée de documents sérieux, irrécusables, authentiques. M. Quinet devait avoir et donner des preuves ; il n'en a aucune et n'en donne pas une seule. Il affirme et passe outre, ce qui est tout à fait insuffisant.

Robespierre, Saint-Just, Billaud-Varennes et les autres que M. Quinet ne nomme pas, ont prononcé bien des discours à la Convention et au club des Jacobins ; nous avons ces discours textuellement : y trouve-t-on une phrase, un mot qui justifie cette imputation d'avoir voulu systématiser la Terreur? Non ; pas une phrase, pas un mot. Tout prouve, au contraire, que la dictature n'a été pour eux qu'une machine de guerre, une arme de combat, et qu'ils n'en ont fait usage qu'au moment suprême et

sous le coup de la plus impérieuse nécessité. « La France, dit Robert Lindet, a été pendant dix-huit mois un camp que nous avons nourri. » Et M. Quinet lui-même reconnaît que les dictateurs, « tant qu'ils furent les maîtres, opérèrent le miracle d'empêcher la famine. »

Robespierre, dès les premiers jours, et lorsque la coalition s'organisait à la frontière, se prononça énergiquement contre le système de la guerre offensive que soutenaient les Girondins, en quoi il montra, de l'aveu même de M. Quinet, sa prévoyance et son bon sens. Indépendamment du désarroi où la trahison de la cour avait jeté la France, ce qui effrayait Robespierre dans le projet de guerre offensive, c'était la dictature qu'il entrevoyait comme l'inévitable résultat, soit de la défaite, soit de la victoire.

Sur ce point, il n'a jamais varié, ni dans ses discours, ni dans ses écrits, et là-dessus sa conviction était telle qu'il n'hésita pas, pour la faire prévaloir, à jouer sa popularité. Dans l'histoire de la Révolution, c'est le fait le plus connu; il est le point de départ de la lutte entre les Jacobins et les Girondins, et il est inconcevable que M. Quinet ait pu le méconnaître.

Non, la dictature ne fut pas un système de gouvernement; elle fut le résultat de la nécessité la plus évidente, l'unique moyen de salut dans une situation désespérée. Les rois de l'Europe ayant vu de bonne heure combien la Révolution leur était personnelle, n'épargnèrent rien pour la détruire; ni la guerre, ni la famine, ni la corruption, ni les conspirations intérieures; et, afin de justifier de pareilles iniquités, ils feignirent

de regarder la Révolution comme une rébellion contre l'ordre social. C'est contre eux, contre les ennemis du dedans et du dehors, que la dictature fut organisée et exercée légitimement par les plus forts, par les cœurs fiers et indomptés, par ceux en qui la Révolution avait mis sa confiance et qui la justifièrent.

La dictature dura dix-huit mois. Elle eût pu durer davantage dans les mains d'un seul homme; elle ne le pouvait guère dans les mains de plusieurs, et si, en effet, elle ne dura pas plus longtemps, c'est qu'étant pour tous, non un système régulier et permanent, comme dit M. Quinet, mais un expédient de combat, violent et passager, chacun, à un certain moment, voulut la supprimer. Il y eut divergence sur la question d'opportunité, mais, sur le fond, Danton,

Camille Desmoulins et Robespierre étaient d'accord. Et M. Quinet, se contredisant lui-même, le reconnaît, car il dit formellement : « Robespierre croyait pouvoir se réconcilier avec un état régulier. » — S'il cherchait à rétablir un état régulier, il n'avait donc pas voulu « changer ce qui était un accident en un état permanent, » et faire de la dictature un principe de gouvernement. Et c'était là tellement la conviction des contemporains les plus honorables que — c'est encore M. Quinet qui parle, et cette fois il dit vrai, — « des hommes de grand sens, tels que Cambon, regrettèrent ouvertement la victoire du 9 thermidor. » — Le livre de M. Quinet est plein de ces contradictions, et celle-là n'est pas la plus étonnante.

Nous allons voir, en effet, qu'après avoir injustement accusé les chefs de la Révolu-

tion d'avoir voulu établir, comme système de gouvernement, la dictature momentanée qui leur fut imposée par les circonstances, il leur reproche avec une injustice plus grande et plus inconsidérée, de n'avoir pas violemment substitué aux anciennes religions une religion nouvelle, « dragonné » les esprits et les consciences, c'est-à-dire courbé la France sous une Terreur qui eût été, à la fois, odieuse et impuissante, et pour laquelle l'histoire n'aurait jamais eu assez de blâme et d'indignation. Mais, auparavant, complétons ce que nous avons dit des résultats de la Révolution, et montrons que ces résultats, quoi qu'en dise M. Quinet, ne sont pas disproportionnés aux sacrifices, et que la Révolution vaut bien ce qu'elle a coûté.

CHAPITRE V.

RÉSULTATS DE LA RÉVOLUTION.
(SUITE.)

Voici ce que Bougainville, président de l'Institut, disait à Napoléon, dans la séance du Conseil d'État du 6 février 1808 :

« Sire, je ne me permets qu'une seule observation, c'est que l'époque de 1789 à 1800, en même temps qu'elle sera pour les événements politiques et militaires une des plus mémorables dans les fastes des peuples, sera aussi une des plus brillantes dans les annales du monde savant. »

Voilà le langage de l'histoire, et il est

inexplicable qu'au lieu de parler ce langage, M. Quinet ait osé dire que la Révolution ne vaut pas ce qu'elle a coûté, et contribué ainsi à propager, contre cette époque glorieuse, les erreurs de l'ignorance et les injustices de l'esprit de parti.

Après avoir émancipé la France, la Révolution a fait respecter ses droits par ses ennemis intérieurs et extérieurs. Elle a fait plus, elle lui a donné des lois, des magistrats, des armées, des finances, un commerce; elle a, en un mot, montré tous les genres de talent, d'esprit, de savoir, de courage, et prouvé qu'elle ne devait tous ses avantages qu'à elle-même. Voyons les faits, et faisons à chacun sa part.

La collection des mathématiciens grecs, complétée en 1791 par l'*Archimède* de Torelli, fut traduite par Peyrard. On traduisit

aussi alors l'ouvrage de Mascheroni sur la géométrie ancienne, et Monge, qui avait donné, en 93, sa *Description de l'art de fabriquer les canons*, publia en 94 sa *Géométrie descriptive*, devenue bientôt indispensable à tous les arts de construction. En 92, Méchain et Delambre, chargés de l'opération sur laquelle on fonda bientôt après le nouveau système métrique, mesurèrent en cinq endroits différents la hauteur du pôle et la direction de la méridienne. On connut exactement dix degrés du méridien. Méchain, voulant ajouter deux degrés nouveaux en conduisant ses triangles jusqu'aux Baléares, mourut victime de son dévouement à la science. Deux astronomes, jeunes alors et aujourd'hui illustres, MM. Arago et Biot, reprirent l'exécution de ce projet et le terminèrent en 1808.

Si la France a eu alors la carte de ses nouveaux départements, l'Angleterre celle de ses provinces méridionales, la Suisse celle de ses cantons, l'Allemagne celle de plusieurs provinces, levées par des ingénieurs français ; si les gouvernements ont mieux connu leurs États et les particuliers leurs propriétés, on le doit aux encouragements donnés par la Révolution à ces grandes opérations qui répandirent en Europe le goût de la géodésie.

Nous sommes, malheureusement, trop incompétent en science mathématique pour parler avec la précision et la netteté convenables des progrès que cette science a faits pendant la Révolution. Tout ce qu'il nous est permis d'en dire, c'est qu'alors parurent les traités et les mémoires remplis de ces idées fécondes qui annoncent les intelligences du

premier ordre. Grâce aux travaux de Lagrange, de Lalande, de Laplace, de Poisson, de Carnot, d'Ampère, la mécanique s'illustra par des inventions qui vivifièrent les manufactures et permirent plus tard à Napoléon de regarder notre industrie comme indépendante de l'industrie étrangère.

C'est en 92 que Lalande a publié ses traités d'astronomie. C'est pendant la Révolution que cette science s'est perfectionnée dans toutes ses parties, qu'on a découvert dix-sept comètes, développé et évalué toutes les inégalités sensibles des planètes, que les tables ont acquis une plus grande précision, que les calculs usuels sont devenus plus exacts, et que, comme le dit Delambre à Napoléon, le 8 février 1808, des observations de tout genre ont fait connaître des astres entièrement nouveaux et agrandi à

nos yeux et à notre imagination l'ensemble admirable qui forme le système du monde.

Le désir de perfectionner la connaissance et la description des mers qui baignent les côtes des divers États n'a jamais été plus vif en France qu'à l'époque de la Révolution. Ce fut en 1791 qu'eut lieu la malheureuse expédition de Dentrecasteaux. C'est à M. de Fleurieu, ministre en 1790, qu'on doit la belle introduction au voyage si heureux, si modeste et si utile du capitaine Marchand. C'est le Conseil exécutif de la Convention qui envoya M. Olivier à Constantinople et en Perse, et le voyage publié par ce savant est compté parmi les mieux faits et les plus instructifs. C'est par ordre du Directoire que le capitaine Baudin alla reconnaître les côtes de la Nouvelle-Hollande dans une expédition qui a rendu de

grands services à l'histoire naturelle. C'est enfin pendant la Révolution qu'on a commencé à comprendre que la géographie, si peu de chose en apparence, tient à tout dans l'ordre physique et moral, et qu'elle a les plus grandes alliances.

Il faudrait un volume pour indiquer, même très-sommairement, les progrès des sciences naturelles de 1789 à 1800. Nommer Guyton, Chaptal, Vauquelin, Jussieu, Olivier, Parmentier, Tessier, Desfontaines, Thouin, Ramond, Hallé, Berthollet, Rumfort, Haüy, Fourcroy, Lacépède, c'est rappeler les travaux les plus féconds, les plus utiles et les plus grands services rendus à l'humanité. Jamais, avant cette époque, on n'avait tant fait pour l'application des connaissances physiques aux plus pressants besoins de l'homme, c'est-à-dire pour l'agri-

culture, la médecine, la physiologie animale et végétale.

Il ne nous appartient pas de juger la multitude des livres publiés pendant la Révolution sur la médecine, la pathologie, la chimie et l'anatomie pathologique, la thérapeutique, la chirurgie, et de dire avec précision ce que chacun de ces ouvrages a ajouté d'utile et de certain aux procédés connus jusque-là. C'est aux hommes du métier à juger les travaux de Portal, d'Alibert, de Bichat, de Corvisart, de Barbier, de Pelletan, de Richerand, de Sabatier, de Baudeloque, de Tenon, de Tessier, et de tant d'autres que nous oublions ou que nous ne connaissons pas. Nous nous bornons à constater que ces travaux préparés, encouragés ou publiés pendant la Révolution, ont permis à la France d'égaler toujours et de

surpasser souvent la valeur et l'autorité scientifique des universités de Pavie, de Halle, d'Édimbourg, de Vienne, qui se glorifiaient à juste titre de tant de professeurs illustres et de tant de livres élémentaires du premier mérite.

C'est pendant la Révolution que la clinique, cette instruction qui se donne au lit des malades, à été établie et organisée, et c'est depuis lors que les élèves, exercés sous les yeux des maîtres, ont pu les seconder dans leurs recherches pour le progrès de l'art. C'est alors qu'ont été réunis les éléments de la nosographie philosophique, et que la médecine, appliquant au traitement des aliénés la psychologie la plus délicate, a obtenu de si admirables résultats. C'est alors que, pour vaincre les obtacles que les distances et les saisons opposaient,

surtout pour les pauvres, à l'emploi des eaux minéralesnaturelles, a eu lieu l'établissement engranddeseauxminérales artificielles. C'est alors, enfin, que le gouvernement appliquant au bien-être du peuple les découvertes des savants, établit des secours pour les noyés et les asphyxiés, organisa la surveillance sur la nourriture du peuple, l'entretien et le perfectionnement des hôpitaux.

Quant à l'agriculture, pour apprécier les services que la Révolution lui a rendus, il suffirait de dire qu'elle a aboli les droits féodaux, supprimé la corvée, divisé les grandes propriétés, changé le système des contributions et celui des douanes. C'est en pleine Révolution que Parmentier publia son *Traité sur la culture de la pomme de terre, de la patate et du topinambour,* son

Économie rurale et domestique, ses *Observations sur les différentes espèces de lait*, son rapport au gouvernement sur la *Substitution de l'orge mondé au riz*, etc. C'est pendant la Révolution que furent importés en grand et répandus dans tous les départements les moutons mérinos, qui ne tardèrent pas à diminuer pour nos fabriques de drap le besoin des laines étrangères; les bœufs d'Italie, si propres au tirage, et les buffles, si utiles dans les terrains marécageux.

C'est alors, grâce aux instructions populaires publiées par ordre de la Convention, que se répandit l'art de recueillir le miel sans détruire les abeilles. Arthur Yung, après avoir visité la France et en avoir observé en détail le sol, les cultures et les récoltes, publia un ouvrage où il indiquait les

moyens de tripler nos produits agricoles. Traduit, imprimé et tiré à vingt mille exemplaires aux frais du Conseil exécutif de la Convention, cet ouvrage fut distribué gratuitement dans toutes les campagnes. « Ce qui, dit Garat, contribua rapidement et sensiblement à métamorphoser les cailloux des collines en vignes fécondes, les plaines abandonnées à la tourbe en gras pâturages. »

C'est pendant la Révolution que les appartements commencèrent à recevoir des poêles et des cheminées qui ont diminué d'un tiers les frais de chauffage, et c'est depuis lors que nous avons appris l'art de conduire le feu et d'épargner le combustible. C'est de la Révolution que datent les bons procédés de meunerie, de boulangerie, la fabrication de l'amidon avec des sub-

stances plus communes que le blé, et les filtres de charbon, qui ont rendu agréables et salubres les eaux les plus corrompues.

C'est la Révolution qui a établi les fabriques de produits salins dont la France manquait autrefois. C'est depuis lors que la céruse, le vert-de-gris, la couperose, l'alun, le sel ammoniac et la soude se font chez nous aussi parfaitement qu'en aucun autre pays. C'est alors que furent perfectionnés le tannage, la teinture de coton, le blanchiment à la vapeur, la fabrication du savon, du fer-blanc, des cristaux, et que furent introduites en France la carbonisation de la tourbe et la purification du charbon de terre.

Si nos lecteurs n'ont pas oublié ce que nous avons dit des travaux du Comité de salut public, ils savent les services qu'il a

rendus, au milieu des plus grands dangers, en simplifiant, multipliant et rendant populaires l'extraction du salpêtre, la fabrication de la poudre et des armes de toute espèce. Enfin, car nous ne pouvons pas tout rappeler, les ouvrages de Chaptal sur le vin, en rendant exquises et salutaires des boissons insipides et dangereuses, ont produit une révolution dans cette branche de l'industrie française, augmenté la fortune des artisans et les jouissances de tout le monde.

En résumé, la Révolution a soutenu, dans toutes les branches de la science, l'honneur de la France aussi glorieusement qu'elle a défendu ses droits et son indépendance contre l'Europe coalisée. Des écoles normales, à la tête desquelles on vit deux membres de la Convention, réunirent plus de trois mille élèves, dont plusieurs mirent au ser-

vice de leur pays autant de lumières que d'héroïsme, et dont quelques-uns ont été dignes de succéder à Lagrange, à Laplace, à Monge et à Berthollet.

Les progrès accomplis de 1789 à 1800 ont été tels en tout genre, que Cuvier put dire à Napoléon, dans les premiers temps de l'Empire, que le catalogue général des animaux et des végétaux seulement avait été *augmenté de plus du double*.

On comprend maintenant ce que racontent tous les mémoires et toutes les histoires de l'étonnement qu'éprouvèrent, en rentrant en France, à la fin du Directoire, les étrangers et les émigrés qui ne l'avaient pas vue depuis 1791. Ils étaient frappés de la fécondité générale des campagnes. Ils avaient laissé le paysan misérable dans presque toutes les provinces; ils le retrouvaient

mieux logé, mieux vêtu, mieux nourri, moins grossier, parlant moins le patois et beaucoup plus le français.

Voilà les ressources créées ou léguées par la Révolution, et comment expliquer alors, répétons-le, que M. Quinet ait pu dire que la Révolution ne vaut pas ce qu'elle a coûté ?

CHAPITRE VI.

LA RELIGION.

De toutes les questions soulevées par la conduite de ceux qui eurent en main les destinées de la Révolution, en 91 et en 93, la plus délicate, sans comparaison, est la question religieuse. C'est celle qui impose le plus à l'historien la parfaite connaissance des faits et la sereine impartialité des jugements.

Or, de toutes les parties du livre de M. Quinet, la plus erronée, la plus illogi-

que, celle où les faits, les nécessités des circonstances, les principes fondamentaux de la politique et de la philosophie sont le plus méconnus, c'est incontestablement la partie où la question religieuse est examinée. Nous accentuons ainsi notre pensée, parce que nous avons d'avance la certitude que, sur ce point, plus que sur aucun autre, notre appréciation sera approuvée par tous les lecteurs sensés et pratiques, sans distinction de croyances.

Aujourd'hui, la question religieuse, en apparence si compliquée, est très-simple. Pour la trancher, il suffirait d'un article de loi à peu près ainsi conçu : « Le budget des cultes est supprimé. L'État ne reconnaît aucune religion ; il protége indistinctement toutes celles qui ne sont pas incompatibles avec l'ordre social et avec la morale publi-

que. » — Le jour où une assemblée nationale aura le bon sens de proclamer ces deux vérités élémentaires : d'abord, que l'État est incompétent pour juger les doctrines spéculatives ; ensuite, qu'il n'y a dans le monde qu'un seul pouvoir, le pouvoir civil ; ce jour-là, non-seulement l'éternel problème des rapports entre l'empire et le sacerdoce sera résolu, il n'existera plus.

Mais cette solution, imposée désormais par la force même des choses, n'était pas, en 89, aussi simple qu'aujourd'hui. Elle ne s'était présentée, pendant le XVIIIe siècle, qu'à quelques esprits d'élite, trop élevés sur ce point au-dessus de leurs contemporains pour en être compris. D'ailleurs, ces grands esprits n'avaient examiné la question que d'une manière abstraite et en philosophes, tandis que les chefs de la Ré-

volution, aux prises avec la réalité, durent, avant tout, l'envisager en politiques chargés, devant leur pays et devant l'histoire, de la plus redoutable responsabilité.

En 89, les publicistes, les jurisconsultes, indignés et fatigués du perpétuel conflit du sacerdoce et de l'empire, crurent non-seulement y mettre un terme, mais changer le conflit en concours, en réunissant les deux puissances dans la même main. Ils partirent de ce principe incontestable — qu'il ne peut y avoir deux puissances indépendantes dans une même société, sans y causer des troubles, sans priver l'État de l'unité de pouvoir qui en maintient l'harmonie. — Mais, au lieu de remonter à l'origine de ces deux puissances, de rechercher leurs fondements et leurs moyens d'action, ce qui les aurait conduits à en éliminer une, ils les

reconnurent comme également légitimes, et ils firent de l'une l'attribut de l'autre. Sous prétexte que la religion est un bien appartenant à la communauté, ils imaginèrent d'en déférer le pontificat au magistrat civil, en sorte que, tout en reconnaissant deux puissances de nature différente, ils ne voulurent pas qu'elles fussent séparées dans leur exercice. Ils ne reconnurent donc pour les deux qu'un chef et qu'une force coactive. Dans ce système, les deux têtes de l'aigle étaient réunies de nouveau, comme elles le furent dans le paganisme.

Mais l'aigle à deux têtes est un monstre, le produit de notre ignorance, de notre crédulité, et le pouvoir dont ce monstre est l'emblème, en quelque main qu'il se trouve, est un pouvoir exorbitant et illégitime. L'État est le centre où aboutissent les inté-

rêts divers du citoyen, de l'homme civil et politique, mais nullement ceux de l'homme religieux. Sa qualité de protecteur de tous les cultes lui défend d'entrer en négociation avec aucun d'eux. Son devoir et son droit exigent qu'il se tienne en dehors de toutes les associations religieuses, afin qu'il puisse, de plus haut et plus impartialement, en surveiller la conduite, et, au besoin, exercer le pouvoir défensif dont il est investi contre elles dans l'intérêt de l'ordre social. Les religions n'étant pour lui que l'ensemble de tous les cultes, aucune ne peut obtenir, à raison de ses dogmes, — chose dont l'État n'est pas juge parce qu'il y est incompétent, — aucune prééminence sur les autres. C'est pour avoir méconnu ce principe que les législateurs de 89 ont légué à leurs successeurs immédiats de si cruels embarras.

et à tous les gouvernements de si grandes complications.

Si M. Quinet se fût borné à blâmer leur conduite, il n'y aurait eu qu'à s'associer à son blâme ; seulement, pour être juste, il aurait fallu tenir compte des raisons qui expliquent cet oubli des principes. Et si, au lieu d'un article de journal, nous écrivions une histoire, nous montrerions combien ces raisons sont nombreuses et puissantes. Mais M. Quinet va plus loin; ce qu'il reproche aux législateurs de la France nouvelle, ce n'est pas la faute qu'ils ont commise, c'est de n'en avoir pas commis une plus grande. A l'en croire, ils auraient dû, s'emparant en même temps du pouvoir politique et du pontificat religieux, proscrire tous les anciens cultes, détruire tous les temples, et sur les ruines des anciennes religions proclamer

et imposer une religion nouvelle. — Laquelle ? M. Quinet a oublié de le dire.

Pour le moment, n'insistons pas sur cette idée bizarre de métamorphoser les disciples de Voltaire et de Montesquieu en fondateurs de religion, et de renouveler, dans la France de l'*Encyclopédie*, du *Dictionnaire philosophique* et des *Lettres persanes*, les luttes religieuses qui ont bouleversé l'Europe du XVI[e] siècle. Disons seulement qu'avec le système de M. Quinet, — en admettant que l'application de ce système chimérique eût pu jamais être entreprise, — la Révolution se couvrait de honte et de ridicule. Le plus intolérable despotisme était fondé, et la France trouvait, dans la concentration des deux pouvoirs, un dissolvant plus actif que dans la combinaison imaginée par les législateurs de 89. Nous allons voir à quels

embarras et à quelles mesures terribles l'Assemblée constituante condamna l'Assemblée législative et la Convention; on pourra juger alors, approximativement, des conséquences qu'aurait eues le système de M. Quinet, que nous exposerons bientôt.

Nous l'avons dit : au lieu de la grande réforme entreprise par le comité ecclésiastique de l'Assemblée, il fallait tout simplement assurer la liberté du culte catholique et s'en tenir là; protéger tous les cultes, tant qu'ils se seraient maintenus dans leurs temples, et les y faire rentrer le jour où ils auraient essayé d'en sortir.

Ce système, qui aurait en même temps consacré un grand principe et résolu un grand problème, ne parut pas praticable dans les circonstances du moment. Des esprits d'ailleurs fort éclairés regardèrent

comme une imprudence d'abandonner à lui-même le clergé d'un culte naguère dominant, et qui subissait en murmurant le régime nouveau qui lui enlevait sa position privilégiée dans l'État et ses immenses propriétés.

Dans la nuit du 4 août, le clergé avait consenti au rachat des dîmes; le 11 août, l'Assemblée les supprime sans indemnité. Le clergé crie à la spoliation ; l'Assemblée met ses propriétés foncières dans la main de la nation et déclare le culte dépense nationale. — Faute énorme. — Le clergé, cependant, se prétend dépouillé ; on trouve qu'il ne l'est point assez. Pour lui enlever l'influence dont il jouissait encore et dont il usait contre la Révolution, et pour lui ôter jusqu'à l'espérance de redevenir le premier ordre de l'État, les jurisconsultes de l'Assemblée

font la *Constitution civile du clergé*. Pour exposer les motifs sur lesquels on se fonda pour décréter cette constitution, il faudrait dépasser les bornes de ce travail, et faire l'histoire du comité ecclésiastique de la Constituante. Bornons-nous à rappeler qu'on établit la *Constitution civile* sur ces quatre dispositions principales : circonscription uniforme des archevêchés, des évêchés et des paroisses; traitements égaux, sous condition de résidence; élection, par le peuple, des archevêques, évêques et curés; institution canonique donnée par les évêques, sans confirmation du pape. C'était trancher des questions qui ne sont pas de la compétence de l'État et amalgamer des choses rebelles à tout amalgame. Nous savons les conséquences funestes qu'a eues cet oubli des principes, nous en souffrons encore :

voici les complications et le mal qu'il produisit immédiatement.

Les évêques protestent ; l'Assemblée décrète qu'ils seront remplacés s'ils ne prêtent pas le serment prescrit par la Constitution. Plusieurs refusent ; ils sont remplacés. Alors, d'insermentés, les prêtres deviennent perturbateurs et réfractaires. Appuyés par le pape, ils déclarent qu'il y a schisme, ils alarment les consciences, ils rallient à leur cause tous les ennemis de la Révolution. L'Assemblée, assaillie de pétitions en sens contraire, les unes contre le clergé, les autres pour la liberté de conscience, rend, le 29 novembre 1791, les prêtres insermentés responsables des troubles qui arriveront dans les communes de leur résidence, et ordonne aux autorités de les surveiller. Louis XVI refuse de sanctionner ces décrets.

L'Assemblée s'exalte; elle abolit les costumes ecclésiastiques et autorise les municipalités à déporter, sur la proposition de vingt citoyens, les prêtres insermentés. Poursuivis par l'irritation populaire, les prêtres se cachent; l'Assemblée leur ordonne de sortir, dans la quinzaine, du territoire français, avec interdiction de se rendre dans aucun pays en guerre avec la France.

Les prêtres alors se révoltent ou conspirent ouvertement : mais voici la Convention. Par les décrets du 21 et 23 avril 93, il est ordonné que tous les ecclésiastiques quelconques, séculiers ou réguliers, qui n'auront pas prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité, conformément aux lois des 14 et 15 août 92, seront embarqués et transportés sans délai à la Guyane.

Peine de mort contre ceux qui rentreraient.

L'Assemblée législative avait décrété la vente des palais épiscopaux, trop onéreux à entretenir, la confiscation de l'argenterie consacrée au culte, pour subvenir aux frais de la guerre, et la fonte des cloches pour en faire de la monnaie. Un décret du 7 septembre 92 suprime le casuel des curés, un autre décret du 10 décembre déclare que les prêtres ne sont plus fonctionnaires publics.

Par une mesure décisive et — sauf de très-rares exceptions — mal appréciée par les historiens, l'ère chrétienne est solennellement abolie le 5 octobre 1793. Bientôt, les églises sont fermées dans la plupart des communes, et, conformément au vœu de la commune de Paris, conduite à la barre de l'Assemblée par Chaumette, la Convention

décrète, le 20 brumaire an II, que Notre-Dame sera désormais le temple de la Raison. La séance est suspendue, et la Convention, entourée et acclamée par le peuple de la capitale, va prendre possession du temple nouveau, au nom de la philosophie et en chantant la *Marseillaise*.

Alors commencent des scènes que, pour le moment, nous nous bornons à rappeler. L'évêque de la Dordogne présente sa femme à la Convention, et l'évêque de l'Allier, assisté de la sienne, officie en bonnet rouge et une pique à la main. L'évêque de Paris et son clergé viennent à la barre abjurer leurs croyances; les protestants, imitant les catholiques, déclarent que désormais ils n'auront d'autre culte que celui de la Patrie, d'autre évangile que la constitution républicaine; et les juifs envoient à la commune

les instruments de leur culte en témoignage de leur renoncement aux superstitions de l'ancienne loi.

Dans cette *déprêtrisation*, et dans les scènes dont elle fut accompagnée, Robespierre, Saint-Just, Camille Desmoulins, et presque tous les Jacobins, ne virent que de compromettantes mascarades, et, généralement, qu'un acte de lâcheté sacerdotale. C'est alors que Robespierre, dominé par l'idée d'élever le déisme philosophique sur les ruines des anciens cultes, fit décréter par la Convention, le 18 floréal an II, que le peuple français reconnaissait l'Être suprême et l'immortalité de l'âme. Voilà à quelles mesures extraordinaires et à quelle faute finale ont conduit une première faute, un premier oubli des principes.

Nous avons rappelé ce que la Révolution,

mal engagée par les législateurs de 89, fit dans la question religieuse; voyons maintenant ce que M. Quinet regrette qu'elle n'ait

CHAPITRE VII.

LA RELIGION (SUITE).

Ce chapitre est presque entièrement composé de citations. Nous les recommandons à la plus sérieuse attention de ceux qui ont suivi cette discussion depuis le commencement. Quand ils les auront lues, ils verront s'il est permis à l'écrivain qui formule, au nom de la philosophie, un tel système de tyrannie matérielle et morale, de blâmer la dictature momentanée que les circonstances imposèrent aux hommes, qui.

chargés de sauver la France et la Révolution, les sauvèrent, contre toute probabilité, par des miracles d'abnégation et d'énergie.

Selon M. Quinet, les seuls révolutions politiques dignes de ce nom, les révolutions fondamentales et définitives, sont celles qui ont pour point de départ et pour point d'appui une révolution religieuse. Proclamer de nouvelles croyances et travailler à leur application, sans avoir préalablement extirpé les croyances anciennes, c'est bâtir sur le sable, s'agiter dans le vide. Croire et dire qu'on peut laisser la liberté à son ennemi, respecter même sa conscience intime, c'est, dit M. Quinet, « écrire pour des agneaux, non pour des hommes. »

Proscription officielle des anciennes croyances; extermination des croyants obs-

tinés, saccagement et démolition des monuments consacrés aux anciens cultes ; voilà le système de M. Quinet. C'est, réduit à sa quintessence, le système de l'Inquisition et de la vieille barbarie musulmane : « Crois ou meurs. » Il a pour emblème, dans l'histoire, le marteau, le cimeterre et le bûcher.

Et c'est bien vainement que les rares défenseurs de M. Quinet cherchent à donner ou à prendre le change sur cette partie de son livre ; ils n'y réussiront pas. Pour couper court à toute équivoque, il suffit de citer, citons donc :

« Un novateur, dit M. Quinet, commande, *impose*, *foudroie*... Partout où la Réforme a éclaté, au seizième siècle, ses premiers actes ont été le brisement des images, le sac des églises, l'aliénation des biens ecclésiasti-

ques, l'injonction d'obéir, *dans l'intime conscience*, au nouveau prince spirituel, le bannissement, non-seulement des prêtres, mais de tous les croyants qui gardaient l'ancienne Église *au fond du cœur*. Voilà ce qu'a fait la Réforme et comment elle a pu s'établir et s'enraciner dans le monde...

« C'est ainsi, et non autrement, que l'Angleterre, les États scandinaves, la Hollande, la Suisse, les États-Unis, et tous les peuples enfants de la Réforme, ont pu contracter une âme nouvelle. Tous, sans exception, ont tenu l'ancienne religion pour ennemie, ou du moins l'ont voilée et éloignée, aussi longtemps que cela a été nécessaire pour imprimer d'autres habitudes morales, un autre esprit à la nation. Quand enfin le vieux culte eut perdu sa puissance par l'oubli et par le goût des nouveautés, alors

les États régénérés lui accordèrent une *liberté qui n'avait plus de péril.* Car il reparaissait en étranger, ombre atténuée de ce qu'il avait été. La nation était trop fortement engagée, pour revenir à son point de départ. On rendit ses droits au vieil esprit *quand il lui fut impossible d'en faire usage* pour ressaisir l'autorité. »

« Voilà comment toutes les sociétés qui ont rompu avec le passé ont réussi à changer, non pas seulement leurs dehors, mais leur esprit, *seule révolution, à vrai dire, qui mérite ce nom.* »

Il semble que cela était assez clair, assez explicite : M. Quinet a voulu être plus clair, plus explicite encore. Voici en quels termes et avec quelles allures il passe de la théorie à la pratique de l'extermination :

« L'erreur des chefs de la Révolution a

été de s'imaginer qu'une ancienne religion disparaît de la terre par la seule indifférence, par la désuétude ou par la discussion. Il n'est pas, jusqu'à ce jour, un seul culte, si faux, si absurde que vous puissiez vous le figurer, qui ait disparu de cette manière. Tous ceux qui ont cessé d'être sont tombés, non par l'indifférence, mais *parce que l'ordre formel leur a été donné de mourir*.

« Si le christianisme se fût contenté de discuter avec le paganisme, quand tout esprit en avait disparu, les temples d'Isis et de Diane seraient encore debout en Égypte et en Grèce. Mais le christianisme, voyant qu'il avait affaire à des choses mortes, n'essaya plus de les persuader. *Il ordonna* comme on ordonne à la nature inanimée, et *le paganisme s'évanouit*. La crainte tint lieu

de la conversion dont il n'était plus capable.

« *Il n'est même rien de plus vain que de croire que la force ne peut rien contre les idées*. Car on a vu la force abolir même des cultes nouveaux, qui avaient toute l'énergie de croyances en apparence invincibles. Ainsi, il est arrivé que, sans beaucoup de peine, les chrétiens d'Orient ont été convertis ou réduits par les Mahométans, les Albigeois par le comte de Montfort, les Taborites et les Calixtins par Sigismond et le légat, les protestants belges par le duc d'Albe. »

A mesure qu'il avance dans l'exposition de son système, M. Quinet devient de plus en plus précis et s'exalte jusqu'au lyrisme. « Moïse, dit-il, était précédé de la colonne de feu, » et il ajoute : « Si dans le terro-

risme hébraïque, Moïse se fût contenté d'entraîner les Juifs dans le désert, en leur laissant emporter avec eux leurs anciennes idoles, le peuple, déconcerté d'abord, n'eût pas manqué de revenir au génie de l'Égypte. Couvert du sang des douze tribus, Moïse serait aujourd'hui exécrable à la postérité... »

« L'évidence aurait dû éclater sur ce point et montrer que le travail prodigieux que l'on tentait pour dépayser la nation française, serait aisément chose illusoire, tant que la forme du passé et *les tours de Notre-Dame* se montreraient partout à l'horizon. » — Et c'est parce qu'on ne démolit pas Notre-Dame et les autres églises que « la cause du moyen âge fut gagnée. »

N'avoir pas démoli les églises et surtout Notre-Dame, c'est le grand grief de M. Quinet

contre les chefs de la Révolution ; il y revient sans cesse, sur tous les tons et en toute occasion.

« Sous les empereurs chrétiens, dit-il, quand il s'agit d'arracher le peuple d'Égypte aux cultes des pharaons, toute la nation restait incertaine autour des temples. Un centurion sortit de la foule, il donna le premier coup de marteau au temple d'Isis. La foule suivit, et acheva ce que le centurion avait commencé. De ce moment l'Égypte appartint au monde nouveau. CE CENTURION MANQUA A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

« Qui peut dire ce qui serait arrivé, si les révolutionnaires des Comités et de l'Assemblée eussent *prêté leurs forces aux iconoclastes?* Où allait ce renversement, et que serait-il sorti de cette poussière?

« Mais les terroristes eurent peur des ravageurs de monastères, que la Réforme avait vus sans trouble ou même avec joie.

« Ils opposèrent leur puissance d'épouvante à cette tempête. Tout rentra dans l'obéissance.

« Luther aurait ri de ce qui fit trembler Robespierre et Danton...

« Les douze dictateurs, armés de la hache, firent rentrer la France dans le cercle du moyen âge, d'où un instinct barbare, il est vrai, mais populaire, la poussait à s'affranchir. Dès lors il fut certain que cet immense travail de vingt-cinq millions d'hommes en fureur était condamné à quelque immense avortement, puisque leur énergie s'employait à empêcher leur délivrance...

« Les Réformateurs n'avaient pas découragé les brise-images ni les renverseurs des

vieux autels; ils n'en avaient point fait justice. Les Jacobins les mirent à mort.

« Hercules-enfants, dit M. Quinet, ils n'osent rejeter les serpents de leur berceau, et il ajoute : *Voilà le vrai vide de la Révolution française.* »

Lancé dans cette voie, M. Quinet ne recule devant aucune proposition : il semble même qu'il choisisse de préférence les plus extravagantes et les plus puériles. Par exemple, il s'écrie tranquillement qu'en refusant de proscrire les anciennes croyances, les chefs de la Révolution opérèrent « une retraite précipitée jusqu'au sein du moyen âge, » et il affirme qu'en s'opposant à la démolition des églises, Robespierre et le Comité de salut public ont plus fait pour le catholicisme que saint Dominique et Torquemada.

Cette unanimité des vrais chefs de la Révolution, professant hautement le respect de toutes les croyances, au nom de la liberté, confond et irrite M. Quinet. Ce respect, il le reproche surtout à Robespierre, dont l'influence sur ce point, comme en tout, fut décisive. « Nos ennemis, dit Robespierre, se sont proposé un double but en imprimant le mouvement violent contre le culte catholique : de se servir de la philosophie pour détruire la liberté... Vous devez empêcher des folies qui coïncident avec les plans de conspiration... On a supposé qu'en admettant les offrandes civiques, la Convention avait proscrit le culte catholique. Non ! la Convention n'a pas fait cette démarche téméraire, la Convention ne la fera jamais. » — « On relève l'Église ! » s'écrie M. Quinet. Non, on ne relève pas l'Église,

mais on l'abandonne à la libre discussion.

Un homme qui étonne et afflige M. Quinet plus encore que Robespierre, c'est Danton. La *déprêtrisation* et les scènes grotesques dont elle fut suivie dégoûtèrent bientôt tous les gens sensés, et Danton demanda formellement « qu'il n'y eût plus de mascarades anti-religieuses. » Danton s'effraye, dit M. Quinet, « l'Atlas de la Révolution » devient contre-révolutionnaire. Ces « mascarades, » M. Quinet les approuve, et il ne pardonne pas à Robespierre, à Danton, au Comité de salut public, de ne pas les avoir encouragées. « L'ardeur des iconoclastes, dit-il, fut peut-être le seul mouvement où le peuple ait pris l'initiative ; c'est aussi celui qui fut le mieux écrasé par l'autorité jacobine... Par cette méthode, il est évident qu'aucune des révolutions

du monde moderne n'eût pu s'établir. »

Donc, si la Révolution a, dès les premiers jours, « montré ses pieds d'argile, » comme dit M. Quinet; si elle a avorté, comme il le prétend; si elle ne vaut pas ce qu'elle a coûté, comme il l'affirme, et si les résultats ne sont pas proportionnés aux sacrifices, c'est parce que les Jacobins, pusillanimes, ont refusé de proscrire légalement toutes les croyances anciennes, d'exterminer les croyants et de laisser les iconoclastes modernes démolir les édifices consacrés aux divers cultes.

Voilà l'écrivain que ses rares défenseurs nous donnent comme un apôtre de la liberté; voilà le libéralisme qu'ils opposent à ce qu'ils appellent notre intolérance jacobine! En vérité, on ne se moque pas ainsi des lecteurs.

Pour défendre la France et la Révolution, attaquées au dedans et au dehors par des moyens indignes, le Comité de salut public s'arma d'une dictature terrible, mais momentanée ; pour opprimer ce qu'il y a au monde de plus inviolable et de plus sacré, la pensée et la conscience, M. Quinet érige l'extermination en système. Où est ici le vrai terroriste? Que les hommes sensés répondent.

M. Quinet prétend qu'en arrêtant l'ardeur de ceux qu'il appelle les iconoclastes, les ravageurs d'églises, les Jacobins ont livré à l'ennemi la Révolution « démâtée, désorientée, sans boussole, sans étoile, » et il ajoute : « Ce qu'il y a de plus effroyable en 1793, est de voir les terroristes la ramener eux-mêmes, voiles basses, vergues brisées dans l'ancien port du pouvoir ab-

solu... Là est toute l'histoire des défaites de la démocratie française. » Et comme il sent bien que ces voiles basses, ces vergues brisées et cet ancien port ne sont pas des raisons, il fortifie cette belle rhétorique par ce dilemme que, dit-il, « on ne renversera pas. — Si l'on voulait la terreur, il ne fallait pas la tolérance; si l'on voulait la tolérance, il ne fallait pas la terreur. » — La réponse est facile : On voulait la terreur contre les *actes* hostiles, contre les *faits matériels* de conspiration, d'insurrection, d'agression intérieure ou extérieure ; on voulait la tolérance pour *les pensées et les croyances*. Et rien n'était plus politique, plus libéral, plus philosophique, plus en harmonie avec l'esprit du XVIIIe siècle. Le terrible dilemme est donc un non-sens; c'est là, cependant, ce que les défenseurs

de M. Quinet ont trouvé, dans son livre, de plus fort à nous opposer.

Encore une citation, et nous la signalons particulièrement.

« Les Terroristes avaient très-bien vu que, pour rendre les Français propres à la liberté, il fallait entreprendre de changer leur tempérament. En cela, ils ont montré leur sagacité. Où ils se sont trompés, c'est lorsqu'ils ont cru que, pour modifier le tempérament d'un peuple, *il leur suffirait de quelques mois d'une courte terreur*. Philippe II, il est vrai, changea le caractère du peuple espagnol. Il ploya le génie national; *mais il y mit un demi-siècle*. Au contraire, qu'était ce *peu de mois* de terreur révolutionnaire? Ils suffisaient justement pour exciter l'exécration; après quoi l'esprit public reparut

plus léger, plus inconstant que jamais. »

Ainsi, les chefs de la Révolution méritent l'exécration, parce qu'ils se sont bornés à quelques mois d'une courte terreur. Si, au contraire, ils avaient, à l'exemple de Philippe II, terrorisé la France pendant un demi-siècle, ils seraient justifiés. Quelle belle conception, et quel apôtre de la liberté!

Bornons là nos citations et jugeons sommairement la doctrine qu'elles formulent. Cette doctrine est fausse en fait et en droit; elle est condamnée par l'histoire, par la politique et par la philosophie; elle est l'antipode des principes les plus élémentaires de l'école libérale et démocratique.

M. Quinet prétend que les religions disparaissent quand on leur signifie qu'il faut mourir. « Le christianisme ordonne, dit-il,

et le paganisme s'évanouit. » Il s'évanouit si peu, qu'il résiste plus de huit cents ans, et que le christianisme ne peut en triompher qu'en lui empruntant ses fêtes, ses cérémonies, tout l'appareil extérieur et populaire du culte. « Les chrétiens d'Orient, dit encore M. Quinet, ont été convertis par Mahomet. » Ils l'ont été si peu qu'ils ont conservé leur croyance malgré la plus terrible tyrannie, la plus abrutissante servitude, et qu'il y a, en Turquie, beaucoup plus de chrétiens que de mahométans. Et le protestantisme! Malgré les guerres qui ont noyé deux ou trois générations dans le sang, où donc a-t-il extirpé le catholicisme? Nulle part! Ni en Irlande, ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni dans le Danemark. Tous les persécuteurs, catholiques ou protestants, quand ils ont voulu dompter leurs adver-

saires par la force, ont été également odieux et impuissants. Des deux côtés, le sang des martyrs a été, ce qu'il sera toujours, une semence de croyants.

« Il n'est rien, dit M. Quinet, de plus vain que de croire que la force ne peut rien contre les idées. » Il n'est rien, au contraire, de plus vrai et de plus consolant. C'est la gloire de la conscience humaine de braver la persécution et de la couvrir de honte en lui résistant. L'impuissance de la force contre les idées est le plus constant enseignement de l'histoire.

D'ailleurs, et cette considération est décisive, la Révolution n'ayant qu'un but purement politique, et les armées des deux partis offrant le pêle-mêle de toutes les sectes, les combattants ne parurent dans la mêlée qu'à titre de personnes civiles. Les

chefs de la Révolution ne leur en reconnurent point d'autre. Dans le prêtre, ils virent exclusivement le citoyen, et, dans son égalité devant la loi, une conséquence de sa nullité politique. Ils montrèrent ainsi le politique à côté du philosophe, et M. Quinet ne montre, en lui, ni l'un ni l'autre, lorsqu'il les attaque avec autant d'injustice que de légèreté.

En proclamant une nouvelle religion, les chefs de la Révolution se seraient couverts de ridicule, et l'histoire n'aurait pas eu pour eux assez de sifflets; en imposant cette religion par la force, ils se seraient couverts de honte; et, au contraire, en respectant toutes les croyances, même celles qu'ils ne partageaient pas et qu'ils trouvaient absurdes, ils ont rendu à la philosophie le seul hommage digne d'elle et donné une leçon

dont les gouvernements ont trop peu profité. Parmi les titres si nombreux qu'ils ont à notre admiration et à notre reconnaissance, celui-là est, incontestablement, l'un des plus solides et des plus inattaquables.

P. S. Dans les citations qui précèdent, nous nous sommes borné à rappeler le discours par lequel Robespierre, en pleine Terreur, défendit, au profit de toutes les religions et de toutes les croyances indistinctement, la liberté de penser et la liberté des cultes. Nous voulons, avant d'aller plus loin, rétablir textuellement un passage de ce discours célèbre qui fit alors une impression profonde, attestée par tous les contemporains. Voici ce passage :

« On a supposé qu'en accueillant des

offrandes civiques, la Convention avait proscrit le culte catholique.

« Non, la Convention n'a point fait cette démarche téméraire : la Convention ne la fera jamais. Son intention est de *maintenir la liberté des cultes*, qu'elle a proclamée, et de réprimer en même temps tous ceux qui en abuseraient pour troubler l'ordre public ; *elle ne permettra pas qu'on persécute les ministres paisibles du culte* et elle les punira avec sévérité toutes les fois qu'ils oseront se prévaloir de leurs fonctions pour tromper les citoyens, et pour armer les préjugés ou le royalisme contre la République. On a dénoncé des prêtres pour avoir dit la messe : *Ils la diront plus longtemps, si on les empêche de la dire. Celui qui veut les en empêcher est plus fanatique que celui qui dit la messe.*

« Il est des hommes qui veulent aller plus loin; qui, sous le prétexte de détruire la superstition, veulent faire une sorte de religion de l'athéisme lui-même. Tout philosophe, tout individu peut adopter là-dessus l'opinion qu'il lui plaira. Quiconque voudrait lui en faire un crime, est un insensé; mais l'homme public, le législateur serait cent fois plus insensé qui adopterait un pareil système. *La Convention n'est point un faiseur de livres, un auteur de systèmes métaphysiques,* c'est un corps politique et populaire, chargé de faire respecter, non-seulement les droits, mais le caractère du peuple français. Ce n'est point en vain qu'elle a proclamé la déclaration des droits de l'homme. »

Voilà en quels termes Robespierre parlait de la liberté, dans la fameuse séance

du club des Jacobins du Ier frimaire an II (21 novembre 1793).

Ainsi, Robespierre veut qu'on maintienne la liberté des cultes et qu'on réprime seulement ceux qui en abuseraient pour troubler l'ordre, — c'est un terroriste. — M. Quinet aurait voulu qu'on donnât à tous les cultes *l'ordre formel de mourir,* — c'est un libéral.

Robespierre ne veut pas qu'on empêche les prêtres de dire la messe, et il déclare qu'il y a plus de fanatisme à l'empêcher qu'à la dire, — c'est un tyran. — M. Quinet veut, non-seulement empêcher de dire la messe, il veut renverser les autels et démolir les églises, — c'est un libéral.

Robespierre, avec autant d'esprit que de bon sens, déclare que la Convention n'est pas un faiseur de livres, un auteur de sys-

tèmes métaphysiques, — c'est un petit esprit et un persécuteur. — M. Quinet déclare qu'il fallait, sur les ruines de toutes les religions, proclamer une religion nouvelle ; il ne dit pas laquelle, et pour cause ; n'importe, c'est un philosophe très-profond, très-pratique et très-sensé.

Robespierre veut que tout individu adopte l'opinion qu'il lui plaira, et il déclare que la Convention « abhorre » l'homme criminel et insensé qui tenterait d'intervenir par la force dans le domaine inviolable de la conscience, — c'est un affreux tyran. — Selon M. Quinet, la Convention aurait dû commander, *imposer, foudroyer,* signifier à tous *l'injonction d'obéir dans l'intime conscience,* et il déclare formellement que : « il n'est rien de plus vain que de croire que la force ne peut rien contre les idées. »

N'importe encore, M. Quinet est un vrai libéral, un vrai philosophe; il honore la liberté et la démocratie, que les chefs de la Révolution ont déshonorées.

Car les « vrais libéraux » soutiennent que les Jacobins ont déshonoré la liberté et la démocratie, et c'est la question que nous allons examiner. En attendant, disons à ces vrais libéraux que s'ils ont quelques libertés, ils les doivent toutes à ces hommes illustres, toutes, y compris celle de les outrager avec autant d'injustice que d'ingratitude.

CHAPITRE VIII.

LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE. QUI L'A PROVOQUÉE?

De tous les chapitres dont se compose le livre de M. Quinet, l'un des plus choquants, des plus faux sous tous les rapports, est le chapitre relatif au procès et à la mort de Louis XVI. Du reste, sur cette grande question, M. Quinet a eu des approbations qui le condamnent plus sévèrement que toutes nos critiques, et qui précisent mieux que nous ne pourrions le faire nous-même le caractère et la portée de son livre.

Chaque année, les journaux royalistes qui, depuis 1814, abusent du 21 janvier, saisissent le prétexte de l'exécution de Louis XVI pour lancer, contre la Convention et ses principaux membres, des injures stéréotypées qui, depuis longtemps, ne sont plus que de froides déclamations et de ridicules lieux communs.

Cette année, trouvant la besogne toute faite, ils ne se sont pas mis en frais. La *Gazette de France* a publié solennellement, en tête de ses colonnes, un article intitulé : « Le 21 janvier, procès et mort de Louis XVI, » et signé, en grosses lettres, *Edgar Quinet!!* Cet article est un extrait du premier volume, de la page 428 à la page 433. Nous avons vérifié la citation ; elle est faite textuellement, mot à mot, sans observations, sans restrictions, sans réserve.

La *Gazette de France*, en effet, n'avait ni restrictions, ni suppressions, ni réserve à faire, le morceau étant parfaitement approprié aux idées et aux sentiments du journal royaliste.

Nous n'affaiblirons par aucun commentaire cette démonstration significative : seulement, nous voulons relever dans ce chapitre déplorable une assertion qui prouve avec quelle légèreté M. Quinet juge les plus grands événements, avec quelle étourderie il accepte et propage, contre la Révolution, les accusations les plus injustes, les plus pitoyables préjugés.

M. Quinet accuse les chefs de la Révolution d'avoir provoqué la guerre contre l'Angleterre, et il veut les accabler sous la responsabilité des malheurs qui en ont été la conséquence. « A quoi, dit-il, a servi le

supplice de Louis XVI? Les premiers résultats furent la guerre avec l'Angleterre. »

On va voir combien peu M. Quinet s'est donné la peine d'étudier les faits qu'il tranche avec tant d'assurance; on va comprendre aussi, par l'étendue des développements que nous impose la réfutatien d'une seule erreur, combien nous avons eu raison de dire que pour réfuter les deux volumes de M. Quinet il faudrait en écrire dix.

Dans le discours qu'il prononça le 21 janvier 1790, à l'ouverture de la session, George III, après avoir parlé des dispositions amicales des puissances étrangères, avait annoncé une augmentation des troupes de terre et de mer, et Fox avait relevé cette contradiction. « Pourquoi, avait-il dit, accroître ainsi les charges du peuple sans nous exposer franchement les

motifs d'une aussi grave détermination? » Lord Grenville, défendant les mesures proposées par le gouvernement, avait prétendu que la Révolution devait contribuer « à développer le principe inné des forces qui résident dans ce grand corps politique, la France, » et Burke, après avoir passé l'Europe en revue, avait osé dire que « la France ne méritait plus le nom de puissance, et que l'Assemblée nationale n'était qu'un repaire de démocratie féroce, sanguinaire et tyrannique. »

Pendant que Burke s'exprimait ainsi à la chambre des communes, son fils était à Coblentz avec l'ex-ministre Calonne et les émissaires de toutes les cours. L'attention de l'Assemblée constituante s'éveilla enfin, et elle chargea ses comités Militaire et des Recherches de lui présenter un rapport.

C'est à cette occasion que Mirabeau se plaignit de la *politique insidieuse* du cabinet de Saint-James, qui, « sans la participation et même à l'insu du peuple anglais, » pratiquait « des manœuvres sourdes, des moyens ténébreux pour exciter la désunion, pour balancer les partis, pour les déjouer l'un par l'autre, pour s'opposer à notre prospérité. » Mirabeau avait raison de ne pas confondre le peuple anglais avec le gouvernement. Il y avait à Londres trois sociétés qui travaillaient à obtenir une réforme parlementaire et qui témoignaient à la Révolution française les plus vives sympathies. Ces sociétés étaient la *Société constitutionnelle,* la *Société des Amis de la Révolution de 1688* et la *Société des Amis du peuple,* dont lord Grey faisait partie. Après le 10 août, et quand Louis XVI eut été ren-

fermé au Temple, Pitt, décidé à déclarer la guerre à la France, voulut sonder les dispositions du peuple. Il souleva une réprobation générale. Un placard, affiché sur les murs du palais de Saint-James, annonçait à George III que la déclaration de guerre serait le signal de sa chute. Il fallut donc, pour tromper l'Angleterre, pousser la France à prendre l'initiative des hostilités. C'est en ce sens que manœuvra le gouvernement, et c'est à lui, par conséquent, et non au peuple anglais, que l'histoire doit imputer les iniquités, les crimes et les malheurs qui suivirent la rupture.

Pitt s'occupa d'abord d'organiser les forces de la coalition et de les diriger toutes vers le même but. C'est alors que les puissances, oubliant leurs querelles, leurs ressentiments et leurs intérêts, étonnèrent le

monde par leur union improvisée, et qu'on vit l'Autriche et la Russie, le Pape et le Grand-Turc, l'Angleterre et l'Espagne, les princes d'Allemagne et ceux d'Italie, le Nord et le Midi, armés pour la même cause. Cornwallis eut ordre de terminer la guerre de l'Inde et fit le traité de Seringapatam. Deux vaisseaux espagnols, vers la fin de 89, avaient tenu une conduite irrégulière envers deux vaisseaux anglais, et le ministère, qui cherchait une occasion de se venger du concours donné par l'Espagne à l'indépendance américaine, avait armé contre elle vingt-six vaisseaux prêts à mettre à la voile. Pitt, loin de donner suite à cette démonstration, se rapprocha brusquement de la cour de Madrid, lui fit peur de la Révolution française et l'entraîna dans la coalition. En 1787, le gouvernement anglais avait, malgré les

efforts de la France, brouillé l'Autriche avec la Prusse; il les réconcilia le 27 juillet 1790 par le traité de Reichenbach. Le 14 août suivant, par la médiation de l'Espagne, il obtint le rapprochement de la Suède et de la Russie. Il ne restait plus qu'à pousser à bout le gouvernement français.

M. de Chauvelin, notre ambassadeur, patronné et précédé par M. de Talleyrand, arriva à Londres au commencement de 1792. Il avait ordre d'exposer d'abord au gouvernement anglais les raisons qui avaient décidé la France à déclarer la guerre au roi de Bohême et de Hongrie, et de réclamer la loyale exécution du traité de commerce du 26 octobre 1786. C'est ce qu'il fit dans une note du 13 mars 1792.

Lord Grenville répondit le 24 mars par une contre-note où M. de Chauvelin put

voir clairement quels étaient les sentiments des ministres anglais et quel serait le résultat de sa mission. « Sa Majesté, dit lord Grenville, éprouve le plus profond regret de la guerre qui a malheureusement éclaté entre Sa Majesté le roi très-chrétien et Sa Majesté le roi de Bohême et de Hongrie. Mais, dans ces circonstances, elle croit devoir s'abstenir d'entrer dans la discussion des motifs et des démarches de part et d'autre qui ont amené une rupture si affligeante pour un souverain voisin et *ami des deux puissances belligérantes*. »

Le 22 mai, le roi d'Angleterre publie une proclamation où il se plaint qu'il arrive de France des correspondances « calculées pour avancer l'exécution de desseins criminels et séditieux. » M. de Chauvelin proteste. déclare que le fait, s'il est vrai, est

« absolument étranger à la nation française et au Corps législatif, » et il demande que sa protestation soit communiquée aux deux chambres. Lord Grenville lui répond très-sèchement que cette note, « tant par sa forme que par son objet, ne pouvait être considérée comme une communication régulière et officielle. »

Le 18 juin 1792, M. de Chauvelin adresse une nouvelle note où il demande que le roi d'Angleterre veuille « employer ses bons offices auprès des alliés, pour les détourner d'accorder aux ennemis de la France, directement ou indirectement, aucune assistance, et pour leur inspirer, relativement à ses droits, c'est-à-dire à son indépendance, les égards que la France est prête à manifester, en toute occasion, pour les droits de toutes les puissances qui

demeureront avec elle dans les termes d'une stricte neutralité. »

Lord Grenville répond, le 8 juillet, que « Sa Majesté a cru que, dans les circonstances actuelles, l'intervention de ses conseils et de ses bons offices ne pourrait être utile. »

En conséquence, il refuse de se porter médiateur. M. de Chauvelin ne se décourage pas. Le 25 juillet, il demande que la navigation, le commerce maritime et les marchandises des particuliers jouissent de la même liberté et de la même protection que le droit des gens et l'accord universel des puissances européennes assurent sur terre aux propriétés des individus. Il prie qu'on supprime « cette funeste coutume qui, à l'occasion des querelles des États et des princes, interrompt sur toutes les mers les

communications les plus nécessaires, fait avorter des spéculations d'où dépend souvent l'existence des peuples étrangers à ces mêmes querelles, qui suspend le cours des découvertes humaines, livre au pillage les biens du paisible négociant, et dévoue à la mort le navigateur qui veut les défendre. »

Cette note si honorable resta sans réponse.

Les dispositions du gouvernement anglais, jusque-là si évidemment hostiles, prennent un caractère plus agressif après l'insurrection du 10 août. Dundas, par une lettre datée de White-Hall, le 17 août 1792, ordonne au comte de Gower, ambassadeur à Paris, de demander ses passe-ports.

Cependant M. de Chauvelin reste encore à Londres, n'ayant plus aucune relation avec

le gouvernement, lorsque tout à coup, le 25 novembre, lord Grenville l'invite à une conférence. A ce moment, les armées françaises étaient victorieuses sur tous les points. Le ministre anglais, jetant le masque, parle des griefs de l'Angleterre; les principaux portaient sur trois points : 1° l'ouverture de l'Escaut; 2° le décret par lequel la Convention s'était déclarée, le 19 novembre, pouvoir révolutionnaire dans tous les pays où ses armées pénétreraient; 3° les projets qu'on supposait à la France contre la Hollande.

Ici, M. de Chauvelin fut très-ferme. Nous ne pouvons pas reproduire la victorieuse réfutation qu'il communiqua au nom du conseil exécutif de la Convention. Mais voici en quels termes il releva l'insolence de lord Grenville, qui affectait d'appeler le

gouvernement français *le gouvernement actuellement établi à Paris.* « Veuillez, je vous prie, me parler du gouvernement de la France ; c'est la France entière qui le veut ; c'est la France entière qui l'a établi ; c'est elle tout entière qui le maintient. La République est déjà ancienne : des triomphes valent bien des années pour reculer les époques. »

A dater de ce moment, on put regarder toutes les relations comme rompues. M. de Chauvelin écrivit à Pitt, le 26 décembre ; à lord Grenville, le 27. Il ne put pas obtenir qu'on reconnût son *caractère représentatif.* Le ministère ayant fait inopinément voter un bill qui soumettait aux dispositions les plus rigoureuses et les plus arbitraires les Français résidant ou arrivant en Angleterre, M. de Chauvelin demanda s'il était

compris dans la mesure. Lord Grenville lui répondit : « Comme *ministre du roi très-chrétien*, vous auriez joui de toutes les exemptions que la loi accorde aux ministres publics reconnus pour tels ; mais *comme particulier*, vous ne pouvez que rentrer dans la masse générale des étrangers résidant en Angleterre. »

C'est alors qu'arriva la nouvelle de l'exécution de Louis XVI. M. de Chauvelin reçut immédiatement l'ordre de quitter Londres dans les vingt-quatre heures et le territoire anglais dans huit jours. Brissot put donc dire très-justement à la Convention, dans le rapport qu'il fit le 1er février, au nom du comité de sûreté générale : « Le gouvernement anglais veut la guerre, vous ne pouvez plus en douter ; il la déclare en ordonnant à notre ambassadeur de sortir d'Angleterre

sous huit jours;... il vous la déclara, en demandant au parlement, à la nouvelle de cette mort (de Louis XVI), une addition considérable de forces de terre et de mer... Déclarer la guerre à l'Angleterre, c'est déclarer une guerre qu'elle a déjà commencée. »

Remarquons, avant d'aller plus loin, que cette affectation de dévouement pour Louis XVI n'était qu'une hypocrisie. Fox, Grey, Sheridan, tous ceux qui voulaient le maintien de la paix avec la France et qui s'intéressaient réellement au roi, invitèrent plusieurs fois le gouvernement à faire quelque démarche en sa faveur. Pitt refusa toujours obstinément. Nous avons dit qu'effrayé par les dispositions du peuple, il avait voulu forcer la France à prendre l'initiative de l'agression. Il ne se contenta pas de

traiter insolemment notre ambassadeur, de laisser proférer dans les chambres les plus violentes diatribes contre la nation française, d'altérer notre crédit en présentant aux communes un bill tendant à empêcher la circulation de tout billet à ordre, rescriptions, ou obligations promissoires, faites sous l'autorité d'un pouvoir quelconque en France, il poussa plus loin la perfidie. L'auteur des *Mémoires d'un homme d'État* raconte (t. II, p. 94) que, « au moment où la France était agitée par les intrigues de Pitt, on écrivait, *presque sous sa dictée*, à des membres influents de la Convention, et notamment à Brissot, que la déclaration de guerre serait le signal de la révolution anglaise, que tout était disposé à cet effet. »

Le gouvernement anglais désirait donc

bien vivement la guerre. En la lui déclarant, le 1er février 1793, la Convention ordonna l'impression de toutes les pièces diplomatiques échangées depuis le 12 mai 1792. Il est impossible de parcourir cette volumineuse correspondance sans être frappé de la futilité des motifs allégués par l'Angleterre et pleinement convaincu que l'agression est venue de son côté. Ce fut là, du reste, même en 93, l'opinion de tout ce qu'il y avait dans le parlement d'hommes éminents par le talent et le caractère, et il faut dire, à leur honneur, qu'ils l'exprimèrent avec autant de courage que d'éloquence.

« Il s'agit se savoir, dit lord Stanhope à la chambre des pairs, si la chambre va s'engager à soutenir une guerre *préparée par nos ministres*, et dans laquelle *nous*

sommes les agresseurs... oui, les agresseurs. Vous savez que le second article du traité de commerce de 1786 porte qu'en cas de malentendu entre les deux nations, *le renvoi de l'ambassadeur sera regardé comme une rupture.* Or, c'est nous qui avons renvoyé M. de Chauvelin de la manière la plus ignominieuse. Voilà donc la rupture de notre côté. Nos ministres *ont voulu la guerre, ils l'ont commencée,* puisqu'ils ont fait précisément ce qu'il fallait pour cela, précisément ce qu'avait prévu le traité. »

Dans la même séance, et dans un discours de la plus admirable éloquence, lord Landsdowne apostropha ainsi les ministres: « Vous nous avez mis aux mains avec les Français, et vous voulez aujourd'hui vous décharger d'une responsabilité d'autant plus terrible que vous avez eu la criminelle folie

de risquer le salut de l'État sur les prétextes les plus frivoles. Je vous cite au tribunal de Dieu, à celui de vos contemporains et de la postérité. »

Lord Landerdale reprocha aux ministres leurs manœuvres pour nationaliser la guerre. « L'une des plus puissantes, dit-il, ce sont *des libelles atroces contre les Français*, où l'absurdité va de pair avec la perfidie. Ne les accuse-t-on pas d'*avoir empoisonné les eaux* et d'être coupables d'une foule d'autres crimes épouvantables? Nose-t-on pas mentir impudemment au peuple en disant que plusieurs Français ont été arrêtés pour un exécrable complot qu'ils étaient sur le point de réaliser? »

Le parti de la guerre l'ayant emporté, grâce aux efforts et à l'intimidation du ministère, les lords Stanhope, Derby, Lands-

downe et Landerdale consignèrent dans les registres du parlement une protestation que son étendue nous empêche de reproduire, et d'où nous extrayons seulement la déclaration suivante : « Ce pays n'a couru aucun danger qui puisse légitimer la guerre dans laquelle on nous entraîne... Il est prouvé que le roi de Prusse est le premier agresseur... *La France a toujours témoigné de la répugnance à rompre avec l'Angleterre*. Nos dernières provocations en sont la preuve. Nous pourrions donner la paix à toute l'Europe, au lieu que, par notre conduite, nous mettons tout en danger. »

Mais c'est urtout à la chambre des communes qu'il faut voir de quelle haine le ministère était animé à l'égard de la France. « On a dit, s'écria Pitt, que c'était une GUERRE D'EXTERMINATION que nous allions

entreprendre... *Oui, telle est la guerre qui va se faire.* » — Burke avait dit avant lui : « Si jamais puissance met le pied en France, elle doit y pénétrer *comme dans un pays* D'ASSASSINS; on n'y aura aucun égard aux procédés que les nations policées ont entre elles, en se faisant la guerre ; la France n'a pas droit de s'y attendre ; toute la guerre y sera réduite à *une exécution militaire.* » — « ... Eh bien! répondit Fox, qu'on ait donc la franchise de décorer l'attaque contre la France du titre pompeux de *cause des rois,* alors nous serons fondés à déclarer que la cause opposée est *celle des peuples !* »

La conduite du gouvernement anglais fut bientôt en parfaite harmonie avec ses sentiments et son langage. On a, certainement, exagéré l'influence que les intrigues, les

agents et l'or de l'Angleterre ont eue sur nos discordes intérieures; néanmoins, il est prouvé que cette influence a été grande et désastreuse.

Au commencement de la Révolution, Talon, Sainte-Foy et Laporte avaient organisé une police contre-révolutionnaire, destinée à influencer, à égarer l'opinion en divisant les patriotes. Ils avaient à leur service des émissaires dans toutes les sociétés populaires, dans tous les clubs; des journaux distribués presque pour rien et trois mille cent quarante-quatre orateurs qui péroraient dans les guinguettes, dans les cafés, dans les ateliers, dans les sections, dans les groupes, surtout aux Tuileries et au Palais-Royal. L'entretien de cette armée d'espionnage et de provocation coûtait 164,000 francs.

Le gouvernement anglais reprit ce projet et l'appliqua dans de plus grandes proportions. Wickam, successeur de lord Fitz-Gerald, premier agent de l'Angleterre en Suisse, établit à Bâle un véritable entrepôt d'où partaient pour Paris et les départements, ces légions de clubistes et de motionnaires dont le langage ignoble et les folies sanguinaires s'expédiaient dans toute l'Europe pour faire croire que la France était un pays de sauvages et de cannibales. Voilà les misérables qui, chauffés par d'infâmes journaux et soldés par les banquiers dont le conciliabule était à Passy, conçurent et exécutèrent la plupart des crimes portés au compte de la République et des républicains, qui en furent les victimes. C'est là ce qui a fait dire à Erskine : « Le ministère britannique était la Minerve qui couvrait la

France de son égide; c'est aux causes que je viens de décrire qu'*il faut attribuer* les confiscations, les meurtres juridiques qui ont souillé le berceau de la République naissante. » C'est encore là ce qui fit dire au duc de Bedford, dans la séance de la chambre des lords du 27 janvier 1795 : « Nos efforts ont beaucoup contribué à *établir le régime de la terreur en France*, et notre ministère a eu une grande part aux malheurs qui y sont arrivés. »

Le gouvernement anglais travailla surtout à ruiner le crédit de la France en dépréciant son papier-monnaie. Des fabriques de faux assignats s'établirent ouvertement en Angleterre. Sheridan dénonça le fait dans la séance de la chambre des communes du 18 mars 1793. « Il existe, dit-il, dans ce pays des moulins employés pour une manu-

facture de papiers qui servent à la fabrication de faux assignats. Certes, il est de la plus haute importance pour le gouvernement de déclarer qu'il n'a pris aucune part à des procédés aussi scandaleux. »

« Je peux, ajouta Ruyler, nommer les moulins et j'ai vu les faux assignats. »

Pitt, présent à la séance, n'osa pas nier le fait, et c'est là ce qui explique pourquoi, après l'affaire de Quiberon, les vainqueurs trouvèrent, parmi les armes, les habillements et les munitions des royalistes, tant de ballots de faux assignats.

C'est alors que le gouvernement anglais commença par l'Autriche, la Prusse, le Portugal et la Sardaigne cette large distribution de subsides qu'il a continuée jusqu'en 1814. C'est ainsi qu'il rendit universelle la coalition contre la France, et que la République,

en ouvrant la campagne, avait à lutter contre toutes les puissances de l'Europe et ne comptait pas un allié.

Comprend-on, maintenant, que M. Quinet ait pu dire que la mort de Louis XVI avait été la cause de la guerre, et que la responsabilité de cette guerre pèse sur les chefs de la Révolution ! M. Cobden a été plus juste, plus équitable. Dans une brochure, publiée en 1853, il reconnaît que le gouvernement anglais a été l'agresseur, et il déclare que jamais, devant aucune cour de justice, un fait n'a été si bien prouvé. Dans une telle question, il est triste de voir un Anglais faire ainsi la leçon à M. Quinet.

Pour terminer la réfutation des trois ou quatre erreurs principales de ce livre qui renferme presque autant d'erreurs que de

pages, il nous reste à examiner ce que M. Quinet dit des Girondins comparés aux Jacobins. Nous attachons à cette question une importance particulière.

CHAPITRE IX.

LES GIRONDINS.

Dans les révolutions, le parti vaincu, surtout lorsqu'il est vaincu légitimement, se venge toujours sur les hommes du triomphe qu'il cède au choses et aux principes; c'est ce qu'on a vu dans tous les pays et dans tous les temps. Mais ce qu'on n'a vu dans aucun pays ni dans aucun temps, dans aucune révolution ancienne ou moderne, c'est une vengeance comparable à celle qui, depuis le 9 thermidor, s'acharne

sur la personne et la mémoire des Jacobins. Sauf de rares et honorables exceptions, il est impossible de lire sans tristesse la plupart des livres écrits depuis soixante-dix ans, sur la Convention et le Comité de salut public. Jamais la vérité n'a été étouffée sous un tel poids de mensonges et de calomnies, jamais l'histoire n'a été plus audacieusement falsifiée, plus scandaleusement appelée en faux témoignage. Nous ne connaissons rien de plus navrant.

Surpris par les événements, quelques hommes très-jeunes, complétement inexpérimentés, et n'ayant d'autre ressource que leur dévouement, soutiennent le choc des ennemis intérieurs et extérieurs de la République ; ils assurent le triomphe de la Révolution qui a changé la face de l'Europe. Grâce à eux, la France, menacée par la

plus grande coalition que le monde eût encore vue, sort de la lutte, victorieuse et respectée; elle devient la Grande Nation. Et parce que dans ce combat à mort, ils se sont armés de la dictature, parce qu'ils ont eu des emportements et commis des excès, ils sont traités comme des monstres, et invariablement couverts d'opprobre. Ils ont, dit-on, déshonoré la démocratie et la liberté. En quels termes qualifier une telle injustice, et comment en parler de sang-froid? N'oublions pas, cependant, que ces hommes illustres avaient prévu cette ingratitude, et que la perspective des outrages que l'histoire leur réservait ne les a ni ébranlés, ni émus. Ayons donc, pour repousser les calomnies dont on ose flétrir leur mémoire, le calme qu'ils eurent pour les dédaigner.

Si les Jacobins ont été calomniés indi-

gnement, les Girondins ont été vantés jusqu'au ridicule. Ils ont eu pour eux les rhéteurs, les politiques de fantaisie, les faiseurs de phrases, tous ceux qui, dans les révolutions, trouvent plus facile de parler que d'agir, de critiquer la besogne faite que de la faire. Dans leurs discours ils ont rencontré quelques mots, passés depuis lors à l'état de proverbe, et qui leur ont fait une sorte de légende. Leur histoire, depuis longtemps, n'est qu'une amplification de rhétorique, et c'est à eux surtout que s'applique l'apostrophe du poëte :

I demens...
Ut pueris placeas, et declamatio fias.

M. Quinet, naturellement, prend parti pour les Girondins. A l'en croire, ils étaient de grands politiques, de fortes têtes, ils au-

raient tout sauvé, tandis que les Jacobins ont tout compromis. Voyons si les faits justifient ce jugement.

Les massacres de septembre avaient soulevé une indignation générale; il n'y avait, d'un bout de la France à l'autre, qu'un sentiment et qu'une voix contre ce crime abominable. Les députés nouvellement élus, arrivaient à la Convention avec les préventions les plus hostiles contre la députation de Paris, dont les principaux membres étaient injustement accusés d'avoir organisé ces massacres. Les plus ardents, ceux qui, dès les premiers jours, formèrent le noyau de la Montagne, étaient indécis. Quant à ceux qui n'avaient point fait partie des deux précédentes Législatives, ils ignoraient les haines qui avaient éclaté avant et surtout pendant les élections, et ils confon-

daient dans leur estime Robespierre et Pétion, Danton et Vergniaud, Desmoulins et Brissot. S'ils avaient une préférence, elle était pour les Girondins, entourés du prestige que leur avait donné l'éloquence de leurs chefs. Les sentiments de ces nouveaux députés se montrèrent dans le choix du premier président de la Convention; Pétion fut élu presque à l'unanimité. Les Girondins se crurent les maîtres de la Révolution; mais ils montrèrent bientôt qu'ils étaient incapables d'en diriger la marche.

Par leurs tracasseries, leurs injures, leurs attaques quotidiennes et intempestives, ils fatiguèrent la Convention, excitèrent d'implacables animosités, et rendirent impossible la conciliation si nécessaire à la République, et que Danton leur proposa vainement au nom de la Montagne.

Leur orgueil ne souffrait aucune rivalité; ils étaient dévorés de l'impatience de vaincre, du besoin de dominer. Mais la vanité les aveuglait et les empêchait de voir que ce n'était pas avec des phrases à effet qu'ils pouvaient lutter contre la députation de Paris, contre les hommes énergiques qui avaient fait partie de la Commune du 10 août, appris à braver tous les dangers, et dont le caractère avait été formé par la plus terrible éducation révolutionnaire.

Ils donnèrent à la France un spectacle vraiment unique. Par une aberration inexplicable, insultant et menaçant sans cesse leurs adversaires, ils leur montraient avec évidence que le pouvoir était leur seule égide, et puis ils leur faisaient un crime de vouloir s'en emparer. Inexorables dans leur faiblesse, implacables dans leur impuis-

sance, ils portèrent l'imprudence jusqu'à la plus puérile étourderie. Égarés par la passion et entraînés par la rhétorique, ils ne comprirent jamais qu'étant assez forts pour irriter les Jacobins, ils ne l'étaient point assez pour les écraser. Dans le même temps qu'ils leur imputaient la férocité des tigres, ils les provoquaient comme s'ils leur eussent connu la douceur et la patience des agneaux.

Dans toutes les luttes qui déchirèrent la Convention et où ils finirent par succomber, l'attaque partait toujours de leur côté, et presque toujours ils la motivaient par des faits antérieurs à la réunion de l'Assemblée, et que tout le monde voulait oublier. Ils poussaient alors l'intolérance jusqu'à l'oppression, jusqu'au plus criant déni de justice. Quand un membre de la Montagne,

directement attaqué, se présentait à la tribune, il y était accueilli par des clameurs et des injures; il ne parvenait à s'expliquer qu'en bravant les cris, les fureurs et les menaces de ses accusateurs, et en les fatiguant par sa constance et sa ténacité.

Ces violences inconsidérées et si préjudiciables à la République fatiguèrent bientôt la Convention. Les patriotes les plus purs et les plus modérés, tels que Cambon et Robert Lindet, qui s'étaient d'abord alliés aux Girondins, abandonnèrent un parti où ils ne trouvaient que des vanités intraitables et des esprits vindicatifs. Le Centre lui-même finit par se dégoûter de ce parti de brouillons, d'ambitieux et de perturbateurs, et par voter contre lui avec la Montagne dont il s'était, les premiers jours, montré très-éloigné! Il avait soutenu les Girondins

par crainte des emportements et des excès populaires; mais, lorsqu'il fallut songer à battre la coalition et les conspirations du dedans, à sauver la République, ses dispositions changèrent. Comprenant qu'avec des hommes tels que les meneurs du côté droit, toute organisation sérieuse était impossible, le Centre se tourna du côté de la Montagne, et c'est ainsi que les Girondins, toujours aveuglés par leur présomption et leur estime d'eux-mêmes, se flattaient encore d'avoir la majorité numérique, lorsque l'autorité réelle était déjà dans les mains de leurs ennemis.

Dans toutes les occasions importantes, les Girondins manquèrent de prévoyance et de sens politique. Ils manquèrent aussi quelquefois de droiture et de franchise. Au mois de juillet 1792, il se tint dans une petite maison, près du Pont-Tournant, une réunion

secrète qualifiée alors de *Comité autrichien*. Là se rendaient, mystérieusement et toujours la nuit, des membres de l'Assemblée législative, les uns attachés au parti de la cour, les autres au parti de la Gironde. Ceux-ci, s'offrant en conciliateurs, se promettaient de prévenir ou de hâter la chute du trône, selon que la cour se montrerait plus ou moins favorable à leurs desseins. Ils eurent l'imprudence d'écrire au roi une lettre qui fut lue plus tard à l'Assemblée. Cet écrit, qui était moins une lettre qu'un traité entre les députés et la cour, pesa toujours sur les chefs du parti, il permit au parti ennemi de méconnaître leur patriotisme et de calomnier les motifs de leur éloquence. Mais l'histoire impartiale doit reconnaître que si, dans un moment de défaillance, quelques-uns tombèrent dans le piége tendu

à leur ambition, tous, en général, restèrent purs.

Les Girondins eurent rarement, dans les occasions décisives, des idées justes et d'heureuses inspirations. Pendant le procès de Louis XVI, ils s'égarèrent dans cette opinion alambiquée de l'appel au peuple; idée complexe, enveloppée de raisonnements insaisissables; idée dangereuse, mais à laquelle ils revenaient toujours, malgré son impopularité et les orages qu'elle soulevait, parce qu'ils avaient l'arrière-pensée de s'en servir contre leurs adversaires. Une de leurs plus grandes fautes, c'est d'avoir, les premiers, porté atteinte à l'inviolabilité de la représentation nationale. Ils périrent donc frappés par l'arme même dont ils avaient montré l'usage à leurs ennemis.

Malheureusement pour leur mémoire, ils

ne montrèrent pas dans la défaite la fermeté qui relève et honore les vaincus. Devant les sections soulevées contre eux, les Girondins, abandonnés par toutes les parties de l'Assemblée, s'abandonnèrent eux-mêmes. En présence des bataillons armés, au bruit de la générale et du tocsin sonné par ordre de la Commune, Vergniaud proposa de déclarer que les sections de Paris avaient bien mérité de la patrie. La Montagne accueillit par des bravos et des applaudissements ironiques cette motion inconcevable ; et Chaumette dit au Conseil général: « Vous apprendrez sans doute avec joie, mais avec surprise, que Vergniaud a proposé de déclarer que nous avons bien mérité de la patrie. Mais d'où que vienne cette motion, elle est conforme à la justice et à la vérité. »

L'attitude des Girondins devant le tribunal révolutionnaire fut encore plus affligeante. Vergniaud défendit éloquemment son parti, Gensonné et Valazé montrèrent beaucoup de sang-froid et de présence d'esprit, mais les autres cherchèrent à se sauver par le plus triste abandon de la cause commune. Boileau avoua qu'il s'était trompé et déclara que, depuis le 2 juin, il était devenu un ardent Montagnard. Les anciens membres de la Commission des Douze rejetèrent l'un sur l'autre la signature des mandats d'arrêt lancés contre Hébert, Varlet et Dobsent. Brissot et Sillery se défendirent isolément et en se séparant de leurs coaccusés; presque tous abandonnèrent leurs collègues fugitifs et condamnèrent leur conduite. Ils se relevèrent après leur condamnation et devant l'échafaud : ils moururent comme

on mourait alors, simplement, avec calme et dignité.

Tels furent les Girondins. « C'est, dit M. Quinet, le seul parti qui n'ait pas eu de successeurs. » Pour une bonne raison; c'est que les Girondins furent moins un parti qu'une réunion factice d'hommes sans principes communs, sans but fixe; il y eut, parmi eux, des orateurs éloquents, quelques hommes de mérite et personnellement estimables, mais pas un homme de tête. Vergniaud, qui les couvre encore du prestige de son éloquence, n'était leur chef qu'en apparence. Les meneurs l'associèrent à leur ambition, mais ils ne parvinrent jamais à le rendre ambitieux pour lui-même. Il fut entouré, entraîné, mais rien ne put surmonter son insouciance, sa paresse, son amour du plaisir; il sommeillait dans l'intervalle de ses discours, et

madame Rolland répéta souvent qu'on n'en pouvait tirer aucun parti. Il n'y eut jamais, en effet, d'homme plus impropre à jouer le premier rôle dans une grande révolution. Ce rôle, Gensonné, peut-être, aurait pu le remplir, mais il excitait plus d'admiration que de sympathie. La lettre à Louis XVI, où l'on reconnut son habileté, sa vanité et son style, avait tous les caractères de l'infidélité, de la défection et de l'intérêt personnel; elle lui ôta toute sérieuse influence.

Les Girondins, dit M. Quinet, voulurent « décentraliser la France, » et c'est là, sans doute, ce qui explique l'admiration affectée, et peut-être un peu trop bruyante, de ceux qui les défendent aujourd'hui. Il n'y a là, cependant, qu'une erreur et un vieux préjugé. Comme le pouvoir leur échappait dans Paris, les Girondins voulurent le ressaisir

en insurgeant les départements; ce fut pour eux une question de combat, mais nullement un système; et ils ont toujours repoussé comme une calomnie cette accusation de leurs adversaires.

Après avoir visité la France entière, ils se convainquirent, dit M. Quinet, qu'en se brouillant avec Paris ils s'étaient brouillés avec la Révolution, et il ajoute : « C'est ce qui les jeta dans l'excès de désespoir qu'aucun parti n'a montré à ce degré. Il ne leur restait aucune issue, maudissant la domination de la capitale et trouvant les provinces impuissantes ou ennemies. » Si les Girondins s'étaient brouillés avec la Révolution, pourquoi les défendre contre ceux qui lui restèrent toujours fidèles?

Une chose terrible pour la mémoire des Girondins, c'est le changement qui se fit

après le 31 mai. Au lieu de perdre, comme auparavant, toutes ses séances en discussions et en récriminations personnelles, la Convention les consacra aux affaires publiques, et l'énumération de ses travaux d'un seul mois est un sujet d'étonnement et d'admiration. Qu'avaient fait les Girondins? Des discours, et c'est ce qui les rend si chers à tous les rhéteurs. Qu'en était-il résulté? Un désordre universel, et c'est ce qui les rend si blâmables pour les amis de la Révolution, même aujourd'hui que les passions sont tombées, que le jour s'est levé sur toutes les injustices, sur toutes les exagérations, et qu'il est possible de juger équitablement. Qu'on examine l'état de la République au 31 mai et au 9 thermidor, et qu'on dise lequel des deux partis a sauvé la France et la Révolution.

M. Quinet pose cette question : « La liberté eût-elle été anéantie aisément en 1799, si ceux qui la représentaient (les Girondins) eussent vécu jusqu'alors? » — Sans nul doute, et plus aisément peut-être, car ceux qui étaient allés à la maison du Pont-Tournant seraient allés à Saint-Cloud, et nous ne voyons pas pourquoi ceux qui voulaient traiter avec Louis XVI ne se seraient pas entendus avec Bonaparte.

Du reste, par une de ces contradictions dont son livre fourmille, M. Quinet formule lui-même en ces termes, contre les hommes qu'il exalte, la sévère et juste sentence de l'histoire.

« Il faut avouer qu'un signe fatal, chez les Girondins, fut d'en appeler de toutes les difficultés à une nouvelle élection. Quoi! des votes, des assemblées primaires, tout

remis au hasard, quand les Autrichiens sont à Condé ou à Valenciennes! Se retirer à Bourges, comme le demandait Guadet! *Cela suffirait à montrer qu'ils n'étaient pas faits pour commander dans la tourmente.* Le péril croissant, le pouvoir revint aux plus audacieux. »

Un mot, maintenant, sur « ces audacieux, » investis par le péril croissant, du pouvoir qui sauva la France et la Révolution.

CHAPITRE X.

LES JACOBINS.

Nous avons si souvent, dans le cours de ce travail, parlé des Jacobins, qu'il nous serait à peu près impossible d'en parler encore sans répéter ce que nous avons dit. Cependant nous voulons, en terminant, exprimer encore une fois, très-nettement, notre pensée sur ces grands calomniés de l'histoire. Dans notre conviction profonde, et cette conviction ne s'est pas formée légèrement, les Jacobins ont été non-seulement un grand parti révolutionnaire, mais une

grande école de gouvernement. Leur esprit, comme leur temps, fut plein d'orages, mais leur raison fut sans faiblesse, et leur conscience ne faiblit point. Investis de la dictature par le danger qui menaçait la France, leur pouvoir s'accrut comme le danger, leurs prodiges se multiplièrent comme les obstacles, leur force créatrice fut toujours aussi féconde que rapide ; en quelques mois, ils firent tout de rien.

Ils sont essentiellement les hommes d'Etat de la Révolution, et le gouvernement révolutionnaire, dont l'honneur leur revient tout entier, est la conception la plus hardie où, en temps de crise sociale, l'esprit politique se soit élevé. Ceux qui les outragent devraient bien prendre la peine de nous signaler dans l'histoire, à une époque quelconque, un gouvernement qui, dans la pros-

périté ou dans les revers, ait eu un sentiment aussi profond de son devoir, de son droit et de sa grandeur. Ils ne l'essayeront certainement pas, car le spectacle d'un tel gouvernement, qui avait en quelque sorte surpris à la nature le secret de sa toute-puissance, est unique dans le monde.

Comme tous les hommes de notre âge, nous avons commencé par lire l'histoire de la Révolution dans des livres où il était impossible de rien comprendre à cette Révolution, d'en saisir le caractère, la marche, les causes et les effets. Dans ces livres détestables et surtout ridicules, des écrivains passionnés, ignorants ou de mauvaise foi ne montraient que des ruines, des meurtres, des excès inouïs, des malheurs sans compensation. Frauduleusement caché sous une couche de sang, le grand tableau de la Ré-

volution ne pouvait guère inspirer que de l'horreur. Cependant, ayant osé le regarder de près, nous ne tardâmes pas à nous convaincre qu'il suffisait de le laver pour avoir un tableau magnifique. Après avoir découvert la vérité au milieu de tant de mensonges, de falsifications et de calomnies, nous n'avons pas perdu une occasion de la proclamer et de la défendre. En appelant ainsi du jugement porté contre ceux qui furent les chefs de la Révolution, nous savons qu'on affecterait de ne voir dans l'explication de leur conduite que l'apologie de leurs excès. Nous serions indigne de tenir une plume dans un journal démocratique si des considérations aussi misérables avaient pu nous arrêter.

Nous acceptons donc très-volontiers l'épithète de Jacobin, que jetait, il y a quel-

ques jours, à tort et à travers, un rhéteur en désarroi, et très-insuffisamment instruit des questions qu'il tranche avec autant de suffisance que d'insuffisance. Historiquement, oui mille fois, nous sommes Jacobin, c'est-à-dire convaincu que les Jacobins ont seuls bien compris, bien conduit, et définitivement sauvé la Révolution. Mais Jacobin aujourd'hui, quel enfantillage et quelle présomption! Jacobin contre qui? Lorsque ceux qui portent ce grand nom dans l'histoire s'armèrent de la massue d'Hercule, ce fut pour écraser autre chose que de ridicules mirmidons.

Quelles que soient les complications que l'avenir réserve à la France, nul certainement, ni de nous ni de nos enfants, ne verra le concours de causes et de faits qui, en quelques mois, de 92 à 94, a produit tant

d'héroïsmes et de fureurs, tant de violences et de vertus, les destructions et les créations de plusieurs siècles.

Nous honorons les Jacobins comme nos pères, comme nos maîtres; mais, grâce à eux, nous n'avons plus à les étudier comme des modèles. Ce qu'ils ont fait, ils l'ont si bien fait que nous n'avons plus à le faire; ce qu'ils ont conquis, ils l'ont conquis si définitivement que nous n'avons plus à le conquérir. Mais, si nous sommes fiers des résultats, et nous en sommes très-fiers, comment rougirions-nous de ceux à qui nous les devons? Ils n'ont connu que les sacrifices, et nous ont légué les dédommagements; nous jouissons de ce qu'ils nous ont transmis et dont ils n'ont pas joui eux-mêmes. Nous serions les plus ingrats des hommes si nous n'avions pas pour eux la

plus sincère, la plus inébranlable reconnaissance. Ils ont jeté les fondements indestructibles d'un nouvel ordre social; leur nom et leur gloire sont liés au progrès de la civilisation. Que les royalistes les maudissent, cela s'explique; mais que, dans ce concert d'outrages et de calomnies, quelques amis de la Révolution mêlent leur voix à celle des royalistes, cela confond.

Heureusement, les esprits honnêtes ont beau faire, même dans leurs écarts et lorsqu'ils s'égarent le plus dans de faux systèmes, ils n'échappent pas à la vérité. Aussi M. Quinet, au moment même où il attaque les Jacobins avec le plus d'injustice, leur rend-il le plus glorieux des hommages. « Robespierre et Saint-Just croyaient, dit-il, qu'on s'attache les hommes par les idées morales, plus que par les bienfaits maté-

riels, immédiats. *Cette pensée honnête a beaucoup contribué à perdre leur mémoire.»* — Après un tel aveu, arraché par la force même des choses, comment expliquer que M. Quinet ne prenne pas la défense de ces hommes qui se sont perdus par excès d'honnêteté? En les attaquant, il a commis une impardonnable injustice, et manqué au premier devoir de l'historien.

Et il est d'autant plus inexcusable, qu'il avoue lui-même que le 9 thermidor fut la victoire des corrompus, des malfaiteurs et des lâches; que le mot d'ordre, ce jour-là, fut « d'en finir avec tout ce qui survivait d'âmes fières et indomptées, » et que les hommes les plus honorables et du plus grand sens, tels que Cambon, regrettèrent la victoire remportée dans ce jour à jamais néfaste.

Nous avons dit qu'une chose terrible pour

la mémoire des Girondins, c'est le changement qui se fit après le 31 mai. Nous pouvons dire, avec la même justice, qu'une chose décisive en faveur des Jacobins, c'est le changement qui se fit après le 9 thermidor. En quelques mois de réaction thermidorienne, la France tomba dans le plus épouvantable état de misère, de désordre et d'abjection. Nous avons fait ailleurs le récit de cette odieuse et méprisable réaction; reprenons-le textuellement, c'est la meilleure réponse que nous puissions faire aux Muscadins et aux Incroyables de notre temps.

« Les sicaires du royalisme, organisés en compagnies, égorgeaient publiquement les républicains, et l'apologie de l'assassinat se faisait impunément dans les journaux du parti et au Conseil des Cinq-Cents. La cocarde tricolore était devenue dans le Midi

et dans l'Ouest, un signal de proscription et de mort; les royalistes opposaient gouvernement à gouvernement dans des clubs où l'on n'entrait qu'avec des cartes portant aux quatre angles des fleurs de lis, et au revers une croix de Saint-Louis. On publiait des proclamations annonçant que la royauté allait être rétablie, la France distribuée de nouveau en provinces, la banqueroute générale déclarée « hormis envers les étrangers et les Français fidèles à la bonne cause, » et que les émigrés seraient réintégrés dans leurs biens, titres et priviléges; que les régicides et les chefs du parti patriotique dans les trois Assemblées, dans les armées de terre et de mer, dans les autorités constituées, seraient condamnés à mort, et que leurs biens seraient confisqués. En attendant, on insultait les soldats de la

République, on assassinait les acquéreurs de biens nationaux, et tous les moyens employés pour réprimer ce brigandage étaient inutiles. La gendarmerie, mal équipée, mal payée, ne faisait pas son devoir. La terreur qu'inspiraient les royalistes était telle qu'on ne trouvait plus ni témoins ni jurés ; les plus grands coupables jouissaient de l'impunité et le peuple, poussé à bout, se faisait justice lui-même. »

« En même temps, ceux qui, pendant quatorze mois, avaient suivi dans la boue le char de la Révolution, se dédommageaient dans la débauche de leur longue lâcheté. La pudeur publique était si effrontément outragée qu'un honnête homme ne pouvait plus entrer ni dans un café, ni dans un théâtre, et qu'une honnête femme osait à peine se présenter dans les rues. Les lieux

publics étaient occupés souverainement par les « caillettes, » à moitié nues, qui, après avoir reçu, comme déesses de la liberté et de la maternité, l'encens de Chaumette sur l'autel de la Patrie, représentaient, dans les bals et dans les théâtres, la bonne cause et les bons principes. Elles avaient pour cavaliers ces « Incroyables » qu'on cherche à réhabiliter de nos jours; ces Muscadins, qui, avec leur habit carré, leurs souliers découverts, leurs cheveux tombant sur la face, leurs visages blêmes et leur dos voûté, se croyaient des prodiges de beauté, d'élégance et de belles manières. Cet accoutrement s'appelait *costume à la victime,* et ce costume allait bien à des gens qui, en trois mois, avaient assassiné plus de deux mille républicains. Il est vrai que les Muscadins affirmaient sur leur *paole d'honneu* qu'ils

n'avaient tué que de la « canaille jacobine, » oubliant qu'ils avaient grand soin d'être au moins six contre un, quand ils tombaient sur cette canaille à coups d'*assommoir*, dans quelque rue isolée. »

« L'agiotage était effréné comme la débauche; il avait pris la place du commerce et porté la corruption dans toutes les parties de la société. Les gens de bien, effrayés et dégoûtés, s'enfonçaient dans la retraite. Comme les traitements étaient à peu près nuls, il ne se présentait plus, pour occuper les places, que des intrigants et des fripons qui voulaient en trafiquer; ou bien des républicains dévoués qui cherchaient dans ce poste périlleux à assurer le triomphe de leurs principes et le salut de la République. »

« La famine était organisée à la frontière,

à Paris et dans les départements. Il fallait nourrir la capitale, approvisionner les grandes villes, faire arriver aux districts, aux communes, les grains accaparés par la spéculation ou par la conspiration. Chaque habitant de Paris ne recevait que quatre onces de pain et deux onces de riz par jour, et il y eut des jours où cette misérable distribution manqua. La viande, l'huile, le sucre, le café étaient à des prix inabordables. Les magasins publics n'avaient plus de grains, et pour transporter un sac de blé d'un village à l'autre, il fallait faire le coup de fusil. Les ressources manquaient même dans les hôpitaux. Les grands chemins, les ponts, les canaux étaient ou horriblement négligés ou tout à fait impraticables. Les forêts étaient au pillage. »

« La contre-révolution était maîtresse

de tout le Midi, la Vendée en pleine insurrection; les compagnies de chauffeurs désolaient les campagnes; des représentants, dont la Réstauration a plus tard récompensé le zèle, conspiraient ouvertement et criaient à la calomnie quand on parlait de leurs machinations. La *Quotidienne*, l'*Éclair*, le *Postillon*, le *Messager*, la *Feuille du Jour*, l'*Accusateur public*, le *Tableau de Paris*, le *Petit Gautier*, et vingt autres journaux dévoués ou vendus au parti royaliste, ameutaient les esprits, vilipendaient le gouvernement, insultaient la République. Des pamphlets, dont la violence et l'ineptie rendent la lecture aujourd'hui presque impossible, étaient répandus à profusion dans les cafés, dans les théâtres, dans les casernes. »

« Au dehors, la situation n'était pas plus

rassurante. L'armée, sans pain, sans chaussures, sans vêtements, sans discipline, était découragée, battue; elle perdait le fruit des victoires immortelles de 1792, 93 et 94. Nos flottes étaient presque détruites, nos ports bloqués; les désertions se faisaient par masses; les Anglais avaient envahi la Corse; Clairfayt nous avait battus à Monbach, où nous avions perdu trois mille hommes et cent canons; Wurmser avait repris Manheim et fait prisonnière la garnison composée de sept mille hommes; la Suisse était un foyer de conspiration, et l'Europe était en armes contre nous.

« Des comités sans nombre, des commissions de toute espèce, des bureaux sans nom et sans attributions fixes, où les papiers étaient entassés et confondus, avaient jeté les affaires dans un tel désordre, que

le retour d'une administration régulière paraissait impossible [1]. »

Voilà en quel état quelques mois de réaction thermidorienne mirent la France.

Le mal arriva enfin à un tel excès que Courtois, l'un des proscripteurs et des calomniateurs les plus effrénés du 9 thermidor, fut obligé de faire cet aveu dans la séance du 8 brumaire, an VII : « La réaction a tout confondu dans ses fureurs. » Louvet, l'un des proscrits du 31 mai, rentré dans la Convention, y devint un ardent Montagnard, et l'homme qui, le 9 thermidor, pendant que Robespierre s'épuisait inutilement au pied de la tribune, pour obtenir la parole, poussa le cri décisif : A bas le tyran ! Louchet, dégoûté et épouvanté

1. Extrait de notre volume intitulé *Histoire et Religion*, pages 156 à 161. Édition Michel Lévy.

par les atrocités de la réaction, fit la proposition formelle de « remettre la Terreur à l'ordre du jour. »

Ainsi, tant que les Jacobins sont maîtres du pouvoir, ils contiennent toutes les factions ; après leur mort, les factions déchaînées prennent leur revanche ; elles font de la France un lieu de débauche et un coupe-gorge. Tant que les Jacobins gouvernent, dit M. Quinet lui-même, « ils opèrent le miracle d'empêcher la famine ; » quand ils sont renversés et immolés, la France n'a plus de pain. Tant que les Jacobins ont dans les mains les destinées du pays, tout cède à l'ascendant de la Révolution, la France marche de victoire en victoire ; quand les Jacobins ne commandent plus, ne donnent plus l'exemple et l'impulsion, la désobéissance, l'indiscipline et le découra-

gement se mettent dans les armées ; nous éprouvons partout des revers. La Révolution s'arrête, recule ; la France se débat dans la misère ; elle n'a plus en perspective que le 18 brumaire.

On attribue à Cambacérès un mot devenu célèbre, parce qu'il est parfaitement exact. Parlant du 9 thermidor, Cambacérès aurait dit : « C'est un procès jugé, mais non plaidé. » Il commence à être plaidé, et en ce qui nous concerne, nous le plaidons depuis longtemps ; nous le plaiderons encore, et il finira par être jugé, bien autrement qu'il ne le fut en 94. Nous avons eu l'honneur, dans notre jeunesse, de connaître quelques-uns de ceux qui avaient survécu aux crises et aux défaites de la Révolution, et qui rentrèrent en France après la Révolution de 1830. Nous les avons tous vus

s'attrister au souvenir du 9 thermidor et regarder la part qu'ils avaient prise à cette journée comme le remords de leur vie.

Au temps où nous sommes, si nous rappelons les souvenirs d'une époque déjà si loin de nous, ce n'est pas pour réveiller des haines éteintes, des douleurs oubliées. Mais il importe que la génération qui arrive connaisse les maux qu'elle n'a point éprouvés et que les hommes de notre âge ont plus d'une fois ressentis par contre-coup. Il y a là, pour l'avenir, des leçons qui ne doivent point être perdues. Il faut habituer la jeunesse à s'élever au-dessus des préjugés et des calomnies ; il faut surtout l'habituer à n'avoir peur ni des mots ni des noms propres. Il faut lui montrer ce qu'ont fait et ce que valent les hommes auxquels on prodigue, depuis soixante-douze ans, tous les

genres d'anathèmes et d'outrages, sans le moindre mélange de véritable discussion, sans aucun examen, et, il faut le dire, presque sans aucune étude, sans aucune connaissance des faits.

Quant à nous, nous ne voyons dans les indignités dont on veut flétrir les hommes illustres qui se sont immolés pour nous, qu'une raison de plus de les défendre plus hautement, de raconter leurs incomparables travaux, les inappréciables services qu'ils ont rendus à la France, à la Révolution, aux peuples qu'ils ont affranchis, à tout ce qui mérite le nom de civilisation.

Et pour revenir au livre de M. Quinet, nous avons la conviction d'avoir rendu un vrai service en combattant des doctrines auxquelles la considération qui entoure le nom de l'auteur donne une importance

qu'elles n'ont point par elles-mêmes, doctrines d'autant plus dangereuses qu'elles affichent la prétention d'être philosophiques. Ce livre pouvant entraîner les lecteurs peu instruits et la jeunesse inexpérimentée en des routes fausses et périlleuses, nous avons signalé, sans réticence, quelques-unes des erreurs, des injustices, des contradictions et des folies qui en font un mauvais livre.

Ne permettons pas qu'on empoisonne les sources les plus pures des bienfaits dont nous jouissons; combattons, de quelque nom qu'ils se parent, de déplorables systèmes, car si nous avions, pour les hommes que M. Quinet livre aux outrages des royalistes, autre chose que des actions de grâces, nous mériterions de perdre les biens qu'ils nous ont légués sans en jouir.

Étudions, sans cesse, ailleurs que dans

les livres tels que celui de M. Quinet, l'histoire de la Révolution française : il n'en est aucune, pas même l'histoire de Rome, qui soit, au même degré, pleine de leçons morales et politiques, riche en grands caractères et en actions mémorables. Les hommes qui alors eurent en main les destinées de la France, ont été placés dans des situations qui exigeaient, pour soutenir la bonne cause, le plus haut degré de courage, de persévérance et d'énergie. Ces hommes ont commis des fautes, déplorons-les ; mais admirons la grandeur de leurs conceptions, la fécondité de leurs œuvres, l'éclat de leur vertu, et cette incomparable abnégation qui leur a fait sacrifier à leurs principes et à leur cause, qui est celle de la démocratie, quelque chose de plus précieux que leur fortune et que leur vie : leur réputation.

POST-SCRIPTUM.

LES JACOBINS ET LE 18 BRUMAIRE.

Cette critique du livre de M. Quinet a soulevé de vives polémiques. Je n'en veux reproduire ici que le fragment relatif à la conduite des Jacobins avant et après le 18 brumaire.

Voilà plus de soixante ans que les royalistes accusent les Jacobins de s'être associés aux entreprises de Bonaparte contre la République, et d'avoir été les instruments de l'autocratie impériale. Il est grand temps

d'en finir avec ce lieu commun et cette audacieuse calomnie. Il est facile de répéter ces calomnies, de ressasser ces lieux communs; il le serait moins de nommer un vrai Jacobin qui ait quitté les bureaux du Comité de salut public pour s'installer dans les antichambres du Premier consul et de l'Empereur. Parmi ceux qui ont été préfets, conseillers d'État, qui ont plié l'échine pour se faire prendre mesure d'un habit brodé, il n'y en a pas un, un seul, qui n'ait eu sa part et son rôle dans le 9 thermidor, c'est-à-dire dans cette journée où les vrais Jacobins furent vaincus en même temps que la Révolution.

Parmi tous ceux qu'on cite, et on en cite une vingtaine, tous, sauf David et Carnot, sont des thermidoriens furieux, des contre-révolutionnaires notoires, ou de ces hommes

qui, grâce à leur obscurité et à leur insignifiance, purent aller d'un parti à l'autre, acclamer toujours le vainqueur et traverser ainsi, sans se compromettre, toutes les crises de la Révolution.

Si l'on se bornait à nommer Cochon de l'Apparent, Réal, Treilhard, Hentz, Lacholle, Drouet, Borie et Thirion, il n'y aurait qu'à rire de l'embarras de nos adversaires. Mais ces adversaires vont plus loin, et il est vraiment inconcevable qu'ils osent appeler Jacobins les assassins des Jacobins, et qu'ils essayent de flétrir les victimes en les rendant responsables de la conduite de leurs bourreaux.

Entre les prétendus Jacobins qui ont applaudi le coup d'État du 18 brumaire, on ne craint pas de nommer Fouché et Fréron, c'est-à-dire les deux hommes par

qui les Jacobins ont été le plus lâchement proscrits et le plus effrontément insultés; ce Fréron, le digne chef de cette Jeunesse Dorée qui scandalisa la France par ses turpitudes, révolta la conscience publique par ses débauches, outragea et battit les femmes, et se souilla du sang des Jacobins assassinés sans défense. A la fin, couvert de honte et bourrelé de remords, ce misérable Fréron crut racheter sa conduite en publiant son *Mémoire historique sur la réaction royale et sur les massacres du Midi.* Il était trop tard : son mémoire reste comme preuve historique, mais cette réaction, dont il dévoile les infamies, c'est lui qui l'avait excitée; ces massacres, c'est lui qui les avait provoqués, ils souillent à jamais sa mémoire et celle de ses complices les Thermidoriens. Que ceux qui approuvent le

9 thermidor, et qui entreprennent de le réhabiliter, gardent donc pour eux Fréron, Fouché et leurs semblables, car ils sont bien à eux, ils leur appartiennent. Quant aux Jacobins, non-seulement ils les repoussent, mais ils les méprisent.

Bonaparte, qui connaissait les Jacobins, leur rendait mieux justice. Trahis ou maltraités au 18 brumaire, ils ne furent pas immédiatement tous proscrits. Mais leur présence seule importunait le nouveau maître, et voici en quels termes il en parlait, le 9 pluviôse, dans une séance du Sénat: « *C'est une vermine* que j'ai sur mes ha- « bits ; il ne faut pas croire que je me « laisserai attaquer ; je ne le souffrirai « pas..»

Il les outrageait ainsi, en attendant, pour les frapper, une occasion et un pré-

texte, que lui donna la machine infernale du 3 nivôse. Pour cet attentat, notoirement royaliste, cent trente Jacobins furent arrêtés, emprisonnés, déportés en masse, sans procédure, sans jugement, pour un crime qu'ils n'avaient pas commis ; tout le monde le savait, le gouvernement en avait la preuve. Forcé d'avouer, en plein Conseil d'État, qu'en effet il n'avait aucune preuve contre ces cent trente Jacobins proscrits, Bonaparte répondit à Rœderer, à Regnault de Saint-Jean-d'Angély et à tous leurs collègues stupéfaits : « On les déporte pour « le 2 septembre, pour le 31 mai, la con« spiration de Babeuf et tout ce qui s'est « fait depuis. »

On voit donc que, après le 18 brumaire, pour trouver les Jacobins, il faut les chercher à Oléron, à l'île de Rhé, à Cayenne,

et nullement dans les antichambres de Bonaparte. Ceux qu'on trouve dans les antichambres du Consul et dans les conseils de l'Empereur, ce sont les Thermidoriens, c'est-à-dire ceux qui tuèrent les Jacobins après les avoir platement adulés, et qui se déshonorèrent par leurs calomnies après s'être avilis par leur lâcheté. Ils firent plus tard, avec Napoléon, ce qu'ils avaient fait avec Robespierre ; vainqueur, ils se prosternèrent devant lui; vaincu, ils crièrent: *A bas le tyran !* C'est le cri qu'ils avaient poussé le 9 thermidor.

Tous les Jacobins, cependant, ne furent pas proscrits; il en resta quelques-uns, notamment La Reveillère-Lepaux. Cet homme de mérite, ce vrai patriote, cet honnête et galant homme, que les royalistes ont cherché à ridiculiser, tombé du pouvoir qu'il

avait honoré par sa probité, son patriotisme et son énergie, rentra dans la vie privée et fut bientôt obligé, pour vivre, de vendre ses livres et sa maison d'Andilly. Il refusa, comme membre de l'Institut, de prêter serment à l'Empire. En 1811, le gouvernement le sachant malheureux et lui ayant fait offrir une pension, il répondit que, n'ayant pas servi le gouvernement impérial, il n'avait aucun droit à ses faveurs. Encore un Jacobin, celui-là, qu'on n'a pas vu dans les antichambres de Napoléon, où l'on a vu ces plats et misérables Thermidoriens, qu'on essaye, très-vainement, du reste, de réhabiliter aujourd'hui.

On ne craint pas d'appeler le 9 thermidor « le réveil de la justice et de la clémence. » Ce qu'on osa qualifier ainsi fut, d'un côté, le réveil de toutes les lâchetés,

de toutes les trahisons, de toutes les débauches; de l'autre, le réveil du royalisme. En moins de trois mois, plus de deux mille républicains furent égorgés, et la France tomba dans un état si épouvantable, que les honnêtes gens, fourvoyés le 9 thermidor à la suite de conspirateurs, regrettèrent la victoire remportée dans cette journée fatale. C'est M. Quinet lui-même qui le dit, et nos adversaires, sans doute, ne le récuseront pas.

On nous demande « où sont les Jacobins « après Robespierre ! » D'abord ceux du club, ceux de la Convention, ceux des principales sections, sont presque tous morts assassinés; ceux qui survivent se cachent dans la retraite où ils gémissent sur les infamies qui se commettent et sur la République perdue. Toujours dévoués, toujours

inébranlables, ils en sortent un moment, le 13 vendémiaire, pour voler au secours de la Convention menacée par les royalistes. Ils la sauvent, le cœur navré, sans illusion, sans espérance ; mais, selon leur habitude, ils ont couru au danger et fait leur devoir.

Il y a aussi quelques Jacobins dans la Convention, sur la Montagne décimée. Ils s'appellent Romme, Goujon, Bourbotte, Duquesnoy, Soubrany; mais leur présence seule trouble les Thermidoriens, et, après le 1er prairial, ils sont, eux aussi, assassinés par cette réaction qu'on appelle si heureusement « le réveil de la justice et de la « clémence. »

On nous reproche d'avoir fait de La Reveillère un Jacobin. « Gardez vos saints, « nous dit-on, mais laissez-nous les nôtres. »

Jusqu'au 9 thermidor, La Reveillère, qui avait blâmé le 31 mai et le 2 juin, siégea, en effet, parmi les modérés. Mais, après le 9 thermidor, indigné et dégoûté par « le « réveil de la justice et de la clémence, » il se jeta, comme bien d'autres, comme Louvet notamment, du côté où il voyait encore des hommes honnêtes, des patriotes purs et des républicains. Il fut de ceux qui se firent Jacobins par probité, par indignation, par repentir. Ces Jacobins de la dernière heure ne sont pas suspects, ils comptent parmi les plus estimables et les plus courageux.

Quant à Carnot, nous regrettons qu'on ait placé son nom dans la ridicule nomenclature des prétendus Jacobins qui acclamèrent le 18 brumaire. Carnot était un très-honnête homme, mais un homme faible.

Embarrassé de sa conduite pendant les quarante jours qui précédèrent le 9 thermidor, il voulut plaire aux modérés de tous les partis qui, abusant de son imprévoyance, le compromirent dans leurs intrigues et le firent comprendre dans la proscription de fructidor. Le souvenir de cette journée et sa haine contre ses anciens collègues du Directoire, notamment contre La Reveillère, expliquent sa conduite après le 18 brumaire. C'est un moment de faiblesse, amplement racheté par toute une vie de dévouement, de patriotisme et de probité. On n'aurait pas dû placer Carnot dans la même liste que Fouché.

Ceux qui approuvent le 9 thermidor n'ont pas le droit de blâmer le 18 brumaire, car le 9 thermidor a produit le 18 brumaire, comme la cause produit l'effet, comme le

principe produit la conséquence. C'est là fatalement que devait aboutir la contre-révolution commencée le 9 thermidor, et c'est parce qu'ils en étaient convaincus que les hommes honnêtes, alors trompés et égarés, et reconnaissant trop tard leur erreur, se sont toujours frappé la poitrine au souvenir de cette journée néfaste. Ce qui succomba le 9 thermidor, ce fut la Révolution, et, heureusement pour la morale et pour l'honneur de la démocratie, ceux qui, ce jour-là, renversèrent la République, se montrèrent aussi incapables qu'indignes de la relever. La responsabilité du 18 brumaire pèse sur les auteurs du 9 thermidor : voilà la vérité !

C'est, du reste, l'avis de M. Quinet lui-même. « Tout prouve, dit-il, que Bonaparte se trompa d'abord dans son choix. Il venait

avec la pensée de s'emparer du pouvoir par les Jacobins, croyant sans doute que, plus passionnés, ils seraient plus aisément dupes, et qu'ils se donneraient à lui, s'il leur offrait de les débarrasser de leurs adversaires. Il s'abusait. L'étonnement, le refus des deux Directeurs républicains, Gohier et Moulins, l'arrêtèrent court dès les premiers mots de sa confidence. Avec la rapidité d'un esprit que rien ne déconcerte, il se tourne aussitôt vers le côté opposé. Sieyès, qu'il avait d'abord affecté de dédaigner, devient l'objet de ses caresses, et Sieyès se livre en homme qui depuis longtemps attendait le moment.

« A ce dernier acte, qui a livré la Révolution ? quel parti ? quelle faction ? La question est grave et *la justice ne permet pas d'hésiter un instant sur la réponse.* Après

tant d'accusations jetées contre les Montagnards, celle-ci du moins leur est épargnée. *Il a été impossible de les faire passer pour complices du renversement de la République de l'an VIII.* C'EST CONTRE EUX QUE LA JOURNÉE DE BRUMAIRE EST DIRIGÉE. »

Cette fois, M. Quinet parle le langage de l'histoire, et lorsqu'il s'agit des Jacobins, son témoignage n'est pas suspect.

Les Jacobins, certainement, ont commis des fautes ; et quand on songe aux grandes choses qu'ils ont faites et surtout à la lutte où ils ont dû s'engager pour défendre la Révolution et sauver la France, ce qui étonne, c'est qu'ils n'en aient pas commis un plus grand nombre. Mais leur constance, leur fidélité aux principes ont été inébranlables ; et leur honneur, traîné d'a-

bord dans la boue et sous le couteau de la calomnie, a été trouvé intact par l'histoire. Ceux qui restent fidèles à leur mémoire, et qui s'honorent en la défendant, peuvent donc parler sans crainte et sans embarras.

FIN.

TABLE.

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, RUE SAINT-BENOIT, 7





